

LUNDI 26 JUIN 2017

"Nos 3 périls sont en marche: l'économie, l'énergie et le climat."

- = **L'Effondrement global avant 2030, une prévision de Yves Cochet** p.1
- = **PERCEPTION DE L'EFFONDREMENT...** (Patrick Reymond) p.2
- = **L'âge des limites** (Serge Latouche) p.5
- = **Villes en transition : vers le rationnement** p.10
- = **Cradle to cradle** p.13
- = **Décroissance versus développement durable** p.19
- = **Jouons à la balle !** (James Howard Kunstler) p.23
- = **Les coûts de production de pétrole et du gaz de schiste s'envolent...** p.25
- = **Le Koweït dans une chaleur suffocante de 54°C** p.29
- = **Le gigantisme de la société entraîne l'ingouvernabilité** (Biosphere) p.30
- = **Biorégions pour le futur, instituer la résilience locale** (Biosphere) p.31

SECTION ÉCONOMIE

- = **Pour un honnête dollar** (Bill Bonner) p.34
- = **La peste des banques vénitienes et italiennes** (Simone Wapler) p.37
- = **Pouvez-vous percevoir une bulle immobilière de l'intérieur de cette bulle ?** (Charles Hugh Smith) p.38
- = **La mère des crises : le temps volé ?** (Bruno Colmant) p.42
- = **LE CASSE-TÊTE DU SERVICE APRÈS-VENTE DES BANQUES CENTRALES** (François Leclerc) p.43
- = **« Le CDI c'est fini : bienvenue au CDI de "projet" ! »** (Charles Sannat) p.45
- = **Vers l'invasion du Qatar par l'Arabie Saoudite cet été ?** (Charles Sannat) p.47
- = **Un Empire qui s'autodétruit** (Sprott Money) p.49
- = **Mais où sont les faillites d'antan ?** (Michel Santi) p.51

L'Effondrement global avant 2030 **une prévision de Yves Cochet**

Biosphere 26 juin 2017

[NYOUZ2DÉS: Yves Cochet est un de nos auteurs préférés. pour ma part, je crois que l'effondrement viendra avant 2020. L'effondrement économique a même commencé en novembre 2016.]

Yves cochet a rédigé le 1^{er} chapitre d'une œuvre collective*, en voici un résumé :

« L'effondrement concerne la planète entière, États et institutions internationales compris. Aucun État ne peut alors compter sur ses voisins ou amis pour lui venir en aide, tant la situation globale et la situation de chacun s'est dégradées. La vitesse de cet effondrement est fonction de la vitesse de désintégration la plus rapide d'un de ses sous-systèmes cruciaux, par exemple le système financier et bancaire, puis, par contagion et rétroactions positives, des vitesses d'effondrement des autres systèmes cruciaux, fourniture d'énergie et d'alimentation, flux des échanges commerciaux, systèmes de communication. La situation générale du monde sera tellement détériorée que des services aujourd'hui banals tel que l'usage de l'électricité ou la mobilité automobile ne seront plus envisageables. Les survivants à l'effondrement auront subi le plus

grand traumatisme de leur vie, le plus grand traumatisme de l'histoire humaine, la mort par centaines de millions de personnes dont ils auront eu connaissance avant que s'éteignent les communications électroniques. Un exemple historique de grande ampleur est comparable, la peste noire en Europe (1347-1352). près de 50 % de la population européenne, soit environ 25 millions de personnes, moururent.

De même qu'en 1935, nul en pouvait imaginer ce qui se passerait jusqu'en 1945, de même aujourd'hui il est malaisé de penser à l'effondrement imminent de la société mondialisée contemporaine. Cet évitement est paradoxalement ce qui aggravera l'effondrement lui-même lorsqu'il adviendra, faute de préparation collective à cette échéance fatale. Au vu de la situation actuelle, j'anticipe un effondrement proche et rapide, avant 2030. Comment les humains vont-ils interagir en l'absence d'institutions. Nous savons déjà que l'espèce humaine est la seule qui exhibe depuis des millénaires une propension à la violence endogène ; les guerres, massacres et gestes épouvantables sont suffisamment fréquents pour que nous n'y insistions pas, sauf à dire que les prétendus « progrès » technologiques du XXe siècle ont montré une capacité extrême de s'entre-tuer, dont Alexandre le Grand ou Napoléon ne pouvaient pas imaginer l'outrance.

Soit une petite société locale qui dure encore cinq ans après l'effondrement. Quelles sont les conditions sociales nécessaires à cette durabilité ? La modération dans les inégalités économiques et dans les consommations individuelles devra être compensée par des dépenses festives collectives, indispensables à la cohésion sociale et à l'arrachement à la pure survie biologique. Certaines formes de démocratie participative seront mises en place pour assurer la continuité politique de la communauté. Dans une société restreinte comme celle-là, la maîtrise de la violence endogène ne pourrait pas être garantie par une police professionnelle légalement instituée. En effet, l'envie de domination qui peut habiter les policiers professionnels lorsqu'ils voient les biens des autres citoyens pourrait s'exacerber en une violence prédatrice à l'exemple des pouvoirs discrétionnaires de la police dans les États dictatoriaux. »

Gouverner la décroissance, collectif, 14 euros pour 234 pages (éditions SciencePo 2017)

PERCEPTION DE L'EFFONDREMENT...

Patrick Reymond 24 juin 2017

Le fait est que nous sommes entrés, il y a longtemps, dans une crise d'effondrement, mais ce qui fait la différence, n'est pas que nous soyons -ou pas-, dans la crise d'effondrement. La différence, c'est que certains :

- sont au courant,
- préparés, au moins psychologiquement,

d'autres, au contraire :

- ne sont pas informés, (cf : électorat macronien),
- sont dans le déni, (cf électorat macronien),

- qu'une grande partie va mourir, au moins de désespoir. Oui, le désespoir peut tuer, mais il tuera surtout ceux qui vont atterrir brutalement, si bonne soit leur situation actuelle. S'adapter aux conditions de vie, c'est surtout, comme disaient les officiers en 1914-1918, une question de moral. Les soldats ayant du moral survivaient, pas les autres. Une troupe ayant un moral bas, se faisait tuer.

Ceux qui ont accepté que ce qui va arriver, arrivera, n'ont peut être pas forcément de meilleures cartes, mais sont dans l'acceptation, et donc, plus susceptibles de se battre. Il m'est arrivé que des "intégrés", bien intégrés, me disent, "mais alors, autant se mettre une balle tout de suite".

L'alternative, aller planter des topinambours dans 2000 m² de terrain, ne leur sont même pas venus à l'idée... (j'aime bien le topinambour, c'est la plante du fainéant, pas susceptible d'être réquisitionnée, il pourrait pratiquement sortir de terre, en réalité, en une semaine).

Le pétrole ne fait pas partie des incontournables de la vie. D'ailleurs on s'en est passé pendant la vie de l'humanité, moins 150 ans. Il n'a réellement bouleversé sa vie que depuis 1945.

Aux USA, où le pic des ressources ne peut exister, les anciens bérets verts y donnent une autre explication. Le "système" veut tuer [270 millions d'américains](#). Sur 320 millions, c'est à peu près ce que dit D. Orlov. La population devra être réduite de ce chiffre, pour coller à une société post pétrolière, totalement privée de cette ressource, brutalement.

Si la mortalité observée chez les blancs aux USA est en hausse, contrairement à celle des minorités, c'est bien la démonstration du désespoir qu'engendre la situation. C'est le système de valeur qui est bouleversé. Ils ne comprennent pas qu'ayant toujours été sages, et de bons petits soldats, ils peuvent être jetés comme des merdes, ou des vieilles chaussettes.

C'est le "[pic de l'illusion économique](#)", de Brandon Smith. Le système a réagi de toute sa puissance, après le choc de 1973, il a promu le nucléaire, le charbon, le gaz naturel, en oubliant une chose : préparer le moyen et long terme. Parce que, dépasser le terme de deux semestres, dans le capitalisme, c'est trop dur.

"L'effondrement est un processus, pas un événement". Je n'ai pas, personnellement, le même avis. L'effondrement commence par un processus, et fini comme un événement. Il est clair que l'effondrement américain est en cours, depuis longtemps déjà, cela se

traduit par l'assassinat des présidents, ou tentatives, leur élimination, soit en élection, soit par magouilles, ou leur mise au pas, qui leur assure un deuxième mandat sans anicroches, où il peut aller golfer d'une manière cool. Parce que, malgré tout, le président US est ce qui reste d'intérêt commun.

Même des séries apparemment ridicules et légères comme "Kaamelott", peuvent recéler des choses réellement sérieuses. Arthur visitant l'ancienne maison à Rome, celle qui était pleine de vie. Ou l'histoire du faux monnayeur. Et plein d'autres choses aussi. Sous un dehors rigolard et léger, on peut dire des choses tout à fait sérieuses, et pleines de sens. Mais le conte, la blague, permet de dire des choses qui ne seraient pas comprises, ou censurées...

Quand les non-instruits et ceux qui ont un avis biaisé vont-ils finalement le remarquer ?

Je ne pense pas que ce soit le non instruit qui pose problème. Le problème, c'est le cadre, le retraité, et le fonctionnaire. Le cadre est un idiot, sans avis personnel, le retraité a le crâne bourré, et une expérience de la vie totalement décalé, le fonctionnaire est déformé par son travail. Je ne parle même pas de l'idiot complet, le militant des droits de l'homme.

L'ex-mineur de Loos en Gohelle, de Lorraine ou de Saint Etienne, ses enfants ou ses petits enfants, eux, même s'ils n'ont pas eu des niveaux d'instructions terribles (c'était vrai pour le mineur, mais beaucoup moins pour ses enfants et petits enfants), a au moins, un sens des réalités bien plus élevé.

En attendant, toute personne qui analyse des données légitimes et met en garde contre les dangers à venir est un « prophète de malheur ». Notez mes mots, un jour cette étiquette sera considérée comme une marque honorifique.

C'est vrai ?!?! Je vous préviens tout de suite alors. Si on vous propose un de mes autographes, ne l'achetez pas, j'en ai jamais signé.

L'effondrement, c'est parfois tellement routinier, qu'on y fait même plus attention. Les Ricains viennent de perdre en Irak un petit milliard d'armes. ça fait plus de 60 ans, qu'ils perdent des armes à tous va. Heureusement, leurs armes, c'est de la merde. ça fini très vite rouillé. Parce qu'avec ce qu'ils avaient perdus en Chine et au Viet Nam, il y avait de quoi alimenter 4 ou 5 guerres mondiales, et je ne parle pas de ce qui a été perdu ailleurs...

Ailleurs on se pose des questions : "Suprématie US : Le Qatar futur pompe à finances d'une Arabie menacée de faillite et d'un Pétrodollar menacé de désuétude !". Le seul problème, c'est que le Qatar, le Koweït, et les EAU, même réunis, c'est encore trop léger pour plus de 30 millions de séoudiens. En 1960, l'Arabie, c'était 5 à 6 millions d'habitants. North Dome, apparemment, est survenu, comme south pars. (le même gisement gazier, à cheval sur les deux pays). Apparemment, l'Iran est capable, à lui seul d'absorber la production de South Pars, et le Qatar pourrait lui aussi avoir à fournir

uniquement la région. Aucun besoin d'aller tirer un gazoduc jusqu'en Europe.

L'Arabie veut taxer sodas et clopes, c'est à dire, réduire le niveau de vie de sa population. Mais il y a une vengeance divine. Comme ils interdisent l'alcool, ils ne peuvent pas le taxer. Là, pourtant, il y aurait un blé monstre à se faire. D'autant que, visiblement, le monde arabo-musulman est l'endroit où l'on détient le plus d'alambics maison. Si TVA, impôts sur les sodas, et cigarettes ne posent pas de problèmes en occident, il en pose dans les endroits où il n'y a aucune structure administrative pour les collecter.

Les USA continuent de pomper leur pétrole de schiste en perdant beaucoup d'argent, et en ruinant ainsi les pays producteurs, les uns après les autres. Sur ceux dont c'est l'unique activité. Par contre, à Moscou, ils sont chaleureusement remerciés par un certain Vladimir Vladimirovitch P. qui est très content que son pays s'industrialise (une usine ouverte par jour depuis 2000) et se développe au plan agricole.

L'effondrement peut aussi se traduire de manière inattendue. [Un Burkinabé](#) a trouvé un médicament contre la drépanocytose. Il est -horreur- 5 à 10 fois moins cher que les médicaments occidentaux existant. Comme le dit un lecteur : "Et la porsche des actionnaires ?!?!?"

Quand un système va foirer, tout, absolument tout, se retourne contre lui... Les progrès, comme les régressions.

L'âge des limites

de Serge Latouche 2012, éditions mille et une nuits 149 pages (Bibliothèque de Biosphere)

Il y a des limites à ne pas franchir, mais encore faudrait-il les connaître. Le problème et que toute limite, toute norme est arbitraire ; les frontières sont donc toujours incertaines. Or, quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites.

L'homme a cru pouvoir produire sans limites et s'affranchir de la finitude du stock des ressources naturelles et des énergies fossiles. Son ingéniosité, débridée dès lors qu'il devient ingénieur, s'est cru capable de résoudre *tous* les problèmes. La science et les techniques auraient réponse à *tout*. La perspective d'un suicide collectif semble à beaucoup moins insupportable que la remise à plat de nos pratiques et qu'un changement de modèles. La schizophrénie ou la dissonance cognitive des responsables reste totale. Pourtant, nous sommes bien dans l'âge des limites.

1/5) Des limites territoriales transgressées

La plupart des animaux ont leur territoire. Territoire de chasse pour les fauves ou de cueillette pour les abeilles. L'homme connaît lui aussi le territoire limité, il s'emploie à le délimiter. Veillant sur la ville, l'un des plus vieux dieux de Rome n'est autre que Terminus, le dieu des bornes. L'apparition de l'Etat-nation marque une étape importante

dans l'évolution du rapport de l'homme à l'espace : celui-ci se définit précisément par sa souveraineté territoriale. Les limites tendent à se figer.

La limite politique est donc étroitement liée à la limite géographique. Mais la mondialisation permet l'omni-marchandisation du monde. Certaines limites ont été sciemment abolies par les instances internationales (FMI, OMC, Banque mondiale...) dans les décennies 1980/90 : Désintermédiation financière, Décloisonner des marchés, Dérégulation (les trois « D »). La libre circulation des capitaux permet d'investir et de désinvestir où on veut et quand on veut, au mépris des hommes et de la biosphère. Dans les 3200 milliards qui s'échangeaient quotidiennement en 2008 sur les marchés financiers, seuls 2,7 % correspondaient à des biens et services réels. On a aussi créé des zones de non-droit, paradis fiscaux, zones franches, Etats voyous, etc. C'est aussi un véritable jeu de massacre interculturel à l'échelle planétaire. Cet impérialisme culturel de l'Occident aboutit à ne substituer à la richesse ancienne qu'un vide tragique. Cette déculturation nourrit les projets les plus délirants.

La nature a pourtant donné à l'homme un territoire limité absolument, la planète Terre et ses 51 milliards d'hectares dont les deux tiers sont immergés. Même cette limite n'est pourtant pas absolue puisqu'on peut aller sur la Lune. A la différence d'autres espèces, l'homme caresse le rêve de l'illimitation spatiale, c'est-à-dire de la curiosité pour tous les milieux, même ceux qui lui sont inhospitaliers.

2/5) Des limites écologiques transgressées par l'économique

Les limites écologiques sont aujourd'hui les plus manifestes parmi celles auxquelles l'homme se trouve confronté. Dans la plupart des sociétés, l'absence de marchandisation systématique des biens naturels et les coutumes limitaient les prélèvements à un niveau ne compromettant pas leur reproduction. C'est la rapacité de l'économie moderne et la disparition des contraintes communautaires qui ont transformé les prélèvements en prédation systématique et accélérée.

Les limites économiques sont évidemment fortement corrélées avec les limites écologiques. Si l'intuition des limites de la croissance économique remonte sans doute à Thomas Robert Malthus, elle n'en trouve son fondement scientifique qu'en 1824, avec Sadi Carnot et sa deuxième loi de la thermodynamique (l'entropie). La science peut faire des merveilles dans la transformation, mais elle est impuissante à créer *ex nihilo*. A tirer quoi que ce soit du néant. Mais la plupart des théoriciens néo-classiques de l'économie, en éliminant vers 1880 la terre (le substrat biophysique) des fonctions de production, ont rompu l'ultime lien avec la nature. Ce n'est que dans les années 1970 que la question écologique au sein de l'économie a été clairement posée, principalement par Nicolas Georgescu-Roegen. On trouve aussi le mécanisme de l'intérêt composé qui porte en lui-même le pouvoir du virtuel sur le réel. Il s'agit de la monstruosité de l'autoengendrement de l'argent. L'usage du crédit est un puissant « dictateur » de la croissance.

Toutefois ce « toujours plus » n'aurait pas pu s'épanouir si la science et la technique n'avaient créé des moyens inouïs d'exploitation et de destruction de la nature. La volonté de « refabrication » du monde est manifeste dans le projet techno-scientifique de la modernité. L'homme prétend recréer le monde mieux que Dieu et la nature. Le médecin et biologiste Henri Atlan plaide ainsi pour l'*ectogénèse* et l'utérus artificiel, au nom de l'émancipation de la femme. En outrepassant les barrières biologiques qui nous limitent, nous nous émancipons des entraves liées à notre conditionnement génétique. Mais en même temps ce rejet de la condition humaine est une soumission au diktat de la performance technicienne. Pour que l'omnipotence du rêve technoscientifique puisse se déployer pleinement, il faudrait fabriquer un homme nouveau. L'homme artificiel du transhumanisme résulterait du couplage des nanotechnologies, des biotechnologies, des technologies de l'information et des sciences cognitives. Le résultat le plus tangible de ce projet est la transformation du monde en poubelle dans laquelle nous sommes condamnés à vivre.

L'humanité actuelle se trouve dans une situation tragique. Pour gagner leur vie, les individus et les groupes n'ont le plus souvent guère d'autre choix que de contribuer à la « banalité du mal ». Ils ne trouvent de travail qu'en s'engageant comme rouage de la mégamachine techno-économique et par là participent à la démesure.

3/5) Les autres transgressions, culturelles et morales

Il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantales à la pluralité des cultures, pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné. Pendant des millénaires, les sociétés humaines ont vécu à l'intérieur des limites culturelles du groupe. Les valeurs du groupe, pour ainsi dire transcendantales, deviennent des limites infrangibles. Leur transgression suscite réprobation et sanctions. La modernité occidentale remet en question cet arbitraire et la transgression passe à l'état de norme. Le paradoxe occidental tient en ceci qu'il constitue une culture de l'illimitation..

La crise n'est pas seulement économique, elle est anthropologique. Le problème des limites est peut-être fondamentalement un problème éthique. Dans la pensée grecque, la limite est étroitement liée au sens de la mesure, à la *phronésis* ou prudence, l'illimité à la démesure ou *hubris*. La prudence est la vertu morale par excellence de l'homme politique, celui qui sait jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. Or la démocratie est une utopie qui refuse les limites naturelles des différences. « La société des hommes n'admet aucune légitimité extérieure à elle-même (Dominique Schnapper). » Une fois opéré l'arrachement aux enracinements particuliers, rien ne peut freiner la prolifération des revendications de droits. Les femmes, les enfants, les minorités religieuses et sexuelles se voient reconnaître une forme de citoyenneté. « L'affirmation de l'autonomie individuelle est allée et va rigoureusement de pair avec un accroissement de l'hétéronomie collective (Marcel Gauchet). » Reconnaître à l'individu son droit absolu au bien-être sans limites n'est-ce pas l'*hubris* par excellence ? L'affranchissement des

limites physiques pousse à l'affranchissement des limites morales. Et vice-versa. L'effondrement qui se dessine est la sanction du réel à cette perte de limite. Il est grand temps de réenchasser l'économique dans l'éthique. Souhaitons que ce ne soit pas déjà trop tard !

4/5) Retour au sens des limites ?

La notion d'équilibre est immédiatement liée à la notion de limite. La séparation des pouvoirs et l'existence de corps intermédiaires voulus par Montesquieu sont une manière de créer une relative limitation. Les Lumières visaient à créer une séparation d'avec la religion, une autorité qui prétendait avoir une souveraineté illimitée. Il faudrait de nouvelles Lumières (Alain Badiou) pour créer cette séparation d'avec la puissance illimitée de la méga-machine techno-économique. Le rêve universaliste, bien défraîchi du fait de ses dérives totalitaires ou terroristes, devrait être remplacé. L'explosion identitaire et la montée des intégrismes religieux traduisent le morcellement ethno-nationaliste en cours

Notre sur-croissance économique se heurte à la finitude de la biosphère. Il y a nécessité de faire une bioéconomie, c'est-à-dire de penser l'économie au sein de la biosphère. L'alternative serait la biorégion, c'est-à-dire des régions naturelles où les troupeaux, les plantes, les animaux et les hommes forment un ensemble harmonieux : contre l'universalisme, le pluriversalisme (Raimon Panikkar). Les cultures ne survivent que dans la pluralité. S'il faut des frontières, tout arbitraires qu'elles soient, c'est pour retrouver l'identité nécessaire à l'échange avec l'autre. Se réapproprier la monnaie, détruire le fétichisme de l'argent et relocaliser l'économie sont au programme de la décroissance.

La décroissance, projet d'une société libérée de la religion de la croissance, pourrait restaurer le sens des limites. Aujourd'hui un seul scénario est à la fois crédible et soutenable, celui de la sobriété qui correspond aux recommandations de la voie de la décroissance. « Autonomie veut d'ailleurs dire auto-limitation. Nous avons besoin d'éliminer cette folie de l'expansion sans limites, nous avons besoin d'un idéal de vie frugale, d'une gestion de bon père de famille des ressources de la planète (Cornelius Castoriadis). » La norme du suffisant, faute d'ancrage traditionnel, est à définir politiquement. Mais quelle instance sera habilitée à le faire ?

5/5) Quelques citations

- Qu'on cesse donc de peindre l'avenir en noir ! L'avenir est superbe. La génération qui arrive va apprendre à peigner sa carte génétique, faire les enfants de ses rêves, maîtriser la tectonique des plaques, programmer les climats, se promener dans les étoiles. Elle va apprendre à bouger la terre pour la mettre en orbite autour d'un plus jeune soleil. Elle va conduire, n'en doutons pas, l'humanité vers une réflexion meilleure, une liberté plus grande encore et une plus grande conscience des responsabilités qui accompagnent cette

liberté. (Yves Coppens, professeur au Collège de France, LE MONDE , 3 septembre 1996)

- J'ai des principes, et si ces principes ne vous plaisent pas, j'en ai d'autres. (Groucho Marx)

- Chasser l'idée qu'il y a des limites à la biosphère, c'est détruire la biosphère, à terme détruire l'espèce humaine (Augustin Berque)

- Cette crise oblige l'homme à choisir entre des outils conviviaux et l'écrasement par la méga-machine, entre la croissance indéfinie et l'acceptation de bornes multidimensionnelles. (Ivan Illich)

- Nous savons bien que l'entropie est irréversible. On ne peut pas refaire un arbre avec de la fumée et des cendres. (Isaac Asimov)

- La moitié des ressources de la planète ont été nécessaire au Royaume-Uni pour devenir ce qu'il est actuellement. Combien de planètes seraient nécessaires pour l'Inde ? (Gandhi)

- La relation de crédit crée l'obligation de rembourser la dette avec intérêt, et donc de produire plus qu'on a reçu. Le remboursement avec intérêt introduit la nécessité de la croissance. (Rolf Steppacher)

- Dans mon métier de publicitaire, personne ne désire votre bonheur, parce que les gens heureux ne consomment pas. » (Frédéric Beigbeder)

- La demande ne porte plus sur des biens de grande utilité, mais de plus en plus sur des biens de haute futilité. (Paolo Cacciari)

- L'utérus artificiel achèvera la libération sociales des femmes en les rendant égales aux homme devant les contraintes physiologiques inhérentes à la procréation. Alors la révolution commencée de façon apparemment anodine avec la pilule et la machine à laver sera achevée avec l'ectogénèse. (Henri Atlan, *L'Utérus artificiel*, Le Seuil, 2005, p. 115)

- Les enfants que nous allons mettre au monde n'utiliseront plus, dans leur âge mûr, ni l'aluminium ni le pétrole... En cas de réalisation des actuels programmes nucléaire, les gisements d'uranium seront alors épuisés. (André Gorz)

- En remplaçant le sacré par la raison et la science, le monde moderne a perdu tout sens des limites et, par là même, c'est le sens qu'il a sacrifié. (Jean-Pierre Dupuy)

- Il y a une tension entre l'idée de transcendance des particularismes qui fondait la citoyenneté et cette intervention de l'Etat pour assurer l'égalité concrète de tous les individus. (Dominique Schnapper)

- Lorsque la finitude de la condition humaine est perçue comme aliénation et non comme source de sens, on perd quelque chose d'infiniment précieux en échange de la poursuite d'un rêve puéril. (Jean-Pierre Dupuy)

Villes en transition : vers le rationnement

Silence n° 379, mai 2010 (Bibliothèque de Biosphère)

1/4) introduction : Quand l'énergie sera rationnée...

En France, le rationnement fait presque immédiatement penser aux heures sombres de la Seconde guerre mondiale. Mais au Royaume-Uni, les choses sont différentes : là aussi le rationnement est associé à la période de guerre, mais si le rationnement a été une période difficile, il a été aussi l'un des principaux instruments grâce auxquels la démocratie a pu s'organiser pour traverser la tourmente des pénuries.

Côté militants, le débat est porté par les *Transition Towns* : leur réflexion sur l'imminence du pic pétrolier les mène logiquement à imaginer des formes nouvelles de rationnement : une distribution raisonnée de l'énergie leur semble la seule solution pour qu'une pénurie importante n'entraîne pas automatiquement une explosion des prix et des inégalités sociales. Des groupes d'activistes nommés CRAGs (Carbon Rationing Action Groups) ont tenté depuis 2005 de s'appliquer à eux-mêmes un rationnement de ce type, moyen de réclamer sa généralisation à l'ensemble de la population britannique.

Côté institutions, le gouvernement britannique finance depuis quelques années des études préparatoires à la mise en place d'une « carte carbone ». Il s'agirait d'un système de quotas de carbone individuels et échangeables – autrement dit d'un mécanisme national de rationnement des consommations d'énergie.

Avec un pétrole inexorablement plus rare et plus cher, sommes-nous capables de concevoir une forme de « rationnement solidaire » qui, au lieu d'être un outil de surveillance et d'oppression, participerait au contraire à garantir la paix et la démocratie dans les périodes troubles à venir ?

2/4) le point de vue d'un politique, Yves Cochet

Silence : Votre conception sur le rationnement a-t-elle évolué depuis 2005 (*Pétrole apocalypse*, Fayard) ?

YC : J'écrirais encore la même chose. Nous sommes depuis longtemps dans un système de rationnement par les revenus et les prix. Les riches ne se rationnent pas, les pauvres se rationnent, par définition. Tout dépend de la solvabilité, c'est très inégalitaire ; là se trouve l'argument principal pour le rationnement. Dans un système où les ressources de base vont devenir plus rares et plus chères, si on reste au système revenus-prix, les inégalités vont se creuser énormément et il y aura des révoltes. Il faut donc un partage équitable, tout humain a droit à une part identique au niveau énergétique et alimentaire.

Silence : Le rationnement se justifierait par l'imminence du pic pétrolier ?

YC : Le pic de pétrole conventionnel fut atteint sans doute en 2005. Pour tous les liquides hydrocarbonés (le pétrole non conventionnel), ce fut en 2008. C'est ce que

pensent les gens de l'ASPO. On doit envisager les changements économiques et sociaux considérables qui nous attendent dans la perspective réaliste de la déplétion pétrolière et gazière, et plus généralement de la déplétion nette qui a déjà commencé. L'énergie nette, c'est celle qui est finalement accessible aux utilisateurs, industriels, services publics, familles. C'est l'énergie produite dont on soustrait l'énergie qui a été utilisée lors de sa production. Il y a un siècle, il fallait à peu près 1 baril de pétrole pour en mettre 100 dans le réservoir de votre voiture ; maintenant, il faut 1 baril pour en mettre 15 seulement. On voit que ce rapport a déjà baissé, il continuera de baisser.

Silence : Sommes-nous si dépendants de l'énergie qu'il faille envisager de la rationner ?

YC : Ceux qui souffriront le moins du *peak oil*, ce sont ceux qui ont une empreinte énergétique très faible, avec des moyens de subsistance extrêmement sobres. Cela représente à peu près la moitié de l'humanité. Alors que nous, occidentaux, nous ne savons pas survivre en nous passant de pétrole. Et nous avons aussi totalement oublié comment faire pour vivre sans instruments électriques.

Silence : Alors, comment voyez-vous l'avenir ?

YC : Au départ, ce seront les prix qui feront le rationnement suite au *peak oil*. Il y aura de l'inflation, et les pauvres se serreront la ceinture parce qu'ils ne pourront pas acheter. Ce sera un rationnement très inégalitaire. Dans les années 2020, il est probable que les prix seront si hauts qu'il faudra organiser un rationnement pour l'énergie et pour l'alimentation, sous la forme de tickets ou de cartes carbone. Ce rationnement devra être équitable, sinon les gens se révolteront. Puis l'Etat n'aura plus les moyens de gérer la pénurie à l'échelon national, la guerre civile éclatera dans la moitié des pays du monde. Toute la chaîne logistique d'apport de l'énergie aura du mal à se maintenir. Dans ces circonstances, la résistance au chaos sera locale, tendue vers l'autonomie énergétique et alimentaire à l'échelon d'un petit territoire. Cela fera un monde plus fragmenté. Il faut anticiper cette vie future en commençant la transition dès aujourd'hui, afin que les villes et les villages soient vraiment résilients vers 2025 (cf. Transition Towns).

Silence : Pour un député, parler de rationnement n'équivaut-il pas à un suicide politique ?

YC : L'appareil cognitif humain semble incapable d'envisager le *peak oil* et d'anticiper le rationnement pour demain. Il ne faut donc pas parler que de ça, il faut diversifier les thèmes, mais en gardant cette grande question à l'esprit.

Silence : Vous arrive-t-il d'évoquer la question du rationnement à l'Assemblée nationale ?

YC : Les députés ont maintenant admis qu'il y a un problème d'offre énergétique, alors qu'il y a cinq ans, ils ne l'admettaient pas. Pendant la discussion de la loi POPE en 2004-2005, quand je parlais du *peak oil*, ils ne m'écoutaient pas, voire me prenaient pour un fou. Mais il y a deux ans, quand j'ai proposé un groupe d'étude sur les pics pétroliers et gaziers, ils ont accepté. Le fait que ça soit un problème est maintenant

admis.

précisions : Sous l'égide du groupe de travail parlementaire sur les pics pétrolier et gazier présidé par le député Yves Cochet, trois tables-rondes ont préparé le sommet de Copenhague :

- Transports : Climat de crise ? Climat en crise !
- L'automobile, sortie(s) de crise ?
- Infrastructures, mobilité ou bougisme ?

3/4) contraction et convergence : la carte carbone réinvente le rationnement

La carte carbone reprend une idée centrale des négociations climatiques : le principe de « *contraction et convergence* ». *Contraction*, fixer politiquement un objectif chiffré de réduction des rejets de CO₂ dans l'atmosphère. *Convergence*, définir la contribution de chaque pays à cet effort, pour aboutir finalement à une égalité d'émissions par personne. Cette méthode a été proposée en 1990 par le Global Commons Institute, et a été ensuite reprise par l'ONU. Le sommet de Copenhague aurait d'ailleurs dû se conclure par un objectif chiffré de contraction, et un accord sur les moyens d'y converger.

Le même système de rationnement qui peut nous empêcher de rejeter trop de GES quand l'énergie est surabondante, peut aussi assurer un partage équitable du peu d'énergie disponible en temps de pénurie. On en reviendrait ainsi à l'usage le mieux connu du rationnement : « *La seule façon de s'assurer que tout le monde a sa juste part d'une ressource qui s'est raréfié ; en période de pénurie, si le rationnement n'existait pas, les gens le réclameraient.* » (David Fleming, *Energy and the Common Purpose*, 2007)

Dans le guide d'aide à la formation d'un groupe local de transition, *The Transition Handbook*, le rationnement est présenté comme incontournable : « *Le rationnement doit sa mauvaise réputation à son association à l'idée de pénurie... alors qu'il est une réponse à la pénurie, et non sa cause (...)* Le mot rationnement présente deux aspects qui, tout en étant liés, sont bien distincts : d'une part la garantie d'un minimum de partage, et d'autre part la limitation de ce que les gens sont autorisés à consommer. Beaucoup d'entre nous rejetons le second, mais en temps de pénurie nous exigeons le premier... » (Rob Hopkins, *The Transition Handbook. From oil dependency to local resilience*, 2008).

4/4) Controverses autour de la carte carbone

Premier avantage, la carte carbone instaure une limite collective alors que la taxe carbone ne fixe aucun seuil de limitation de la consommation d'énergie. De plus on sait que la consommation d'énergie est peu élastique par rapport au prix : cela signifie que notre société est tellement dépendante du pétrole que, en cas de hausse des prix, elle aurait plutôt tendance à payer davantage qu'à diminuer sa consommation. Autre point

fort du rationnement, le partage de rations en parts égales. La répartition initiale des quotas échappe à la loi de l'offre et de la demande ; donc même les plus pauvres sont assurés de disposer d'un minimum d'énergie. Sans cela les plus riches tendraient à s'accaparer le peu d'énergie disponible si le prix explosait. Troisième point fort, la prise en compte de l'urgence. Avec l'aggravation du changement climatique et de la crise énergétique, il est probable que nous entrions dans une longue période d'instabilité, avec de possibles ruptures d'approvisionnement énergétique. Ce n'est pas au moment où les cuves seront vides qu'il faudra s'interroger sur les vertus du rationnement.

Premier point faible de la carte carbone : une carte à puce pose problème à tous ceux qui s'inquiètent du fichage des données privées. Certains proposent de distribuer des cartes non nominatives, ou des quotas en papier difficilement falsifiables. De plus dans les projets, les quotas peuvent être revendus sur un « marché du carbone ». Les riches doivent-ils avoir le droit d'acheter davantage de quotas et de polluer plus, sous prétexte qu'ils sont riches ? On rejoint là les dénonciations des nombreux effets pervers de la finance carbone. Yves Cochet propose que les quotas individuels deviennent, avec le temps, de plus en plus fondants et non échangeables. Troisième problème, si la carte carbone est mis en place dans un seul pays, on imagine que les frontaliers seraient tentés d'acheter ailleurs. Il faudrait imaginer des systèmes d'harmonisation entre pays limitrophes.

Enfin, le mot « rationnement » semble chargé de connotations négatives, ce qui incite de nombreux chercheurs à parler plutôt de « quotas ». Il est évidemment tentant de contourner la question en multipliant les euphémismes et les périphrases pour éviter de bloquer le débat par des mots. Mais il est plus franc de poser clairement les termes du problème, même s'ils ne sont pas gais à entendre : pénurie, rationnement, etc. Un débat démocratique clair ne se construit pas sur des euphémismes.

Cradle to cradle

de William McDonough et Michael Braungart 2011 (Bibliothèque de *Biosphere*)

Cradle to cradle (du berceau au berceau ou créer et recycler à l'infini)

première édition en 2002, éditions Alternatives pour ce résumé en 2011

[NYOUZ2DÉS: excellent exemple de texte "idiotlogique". De belles idées (idéologiques) qui sont totalement inaplicable dans le concret. je le publis parce-que les constats sont bons (mais les solutions complètement idotes: il est impossible de recycler à l'infini, par exemple. Et recycler demande de l'énergie physique, etc.)]

Préface : Les auteurs espèrent qu'un jour ce livre, comme tout ce que l'humain peut produire, pourra littéralement être mangé ou tout au moins digéré sous forme d'humus, éliminant ainsi jusqu'à la notion même de déchets. C2C, Cradle to cradle, « du-berceau-au-berceau » est le cycle vertueux qui s'oppose au fonctionnement « Cradle to Grave », du-berceau-au-tombeau : collecte de matières dans l'environnement, transformation, fin programmée sous forme de déchets jetés ou brûlés et donc perdus à jamais pour

l'activité humaine.

Loin du catastrophisme et de la culpabilisation, qui ont eu cependant le mérite de nous avoir ouvert les yeux sur les limites de la planète, le paradigme C2C a un effet positif sur la pensée : inaugurer dès à présent un nouveau modèle économique où la notion même de déchets est bannie au profit de cycles fermés.

1/7) Une option philosophique sous-jacente, l'éthique de la terre

- (dédié) à nos familles et aux enfants de toutes les espèces, pour toujours.
- (dernier paragraphe du livre) Interrogez-vous : Manifester notre amour à tous les enfants de toutes les espèces – pas seulement les nôtres – pour toujours ? Cette question nous concerne tous.
- Ce que les vôtres nomment ressources naturelles, notre peuple l'appelle famille (dixit le gardien de la foi des Onondogas)
- Le C2C cherche à mettre les êtres humains au même niveau que les autres espèces. Selon nous, un mauvais usage des ressources n'est pas simplement suicidaire pour l'avenir de notre espèce, mais catastrophique pour celui de la vie sur Terre.
- Les premiers agriculteurs acceptaient la loi de la restitution, ce qui signifie qu'un fermier cherche toujours à rembourser à la Terre ce qu'il lui prenait.
- La Terre appartient au vivant. Aucun homme n'a le droit d'obliger des personnes à payer pour lui des dettes qu'il a contractées. Parce que, s'il le pouvait, il serait capable au cours de sa vie de dévorer l'usufruit de ces terres pour plusieurs générations. Dans ce cas, elles n'appartiendraient pas à des vivants, mais à des morts. (Thomas Jefferson en 1789)

2/7) caractéristiques de la révolution industrielle

Que penser d'un système de production qui :

- rejette des tonnes de substance toxiques dans l'air, l'eau et le sol chaque année ;
- produit des matériaux tellement dangereux qu'ils exigeront une vigilance constante de la part des générations futures ;
- engendre des quantités gigantesques de déchets non recyclables ;
- enfouit des matériaux précieux un peu partout, devenus dès lors irrécupérables ;
- requiert des milliers de réglementations complexes élaborées pour empêcher une contamination trop rapide mais impropres à protéger populations et systèmes naturels ;
- mesure la productivité par le peu de travail que les gens fournissent ;
- crée de la prospérité en arrachant les ressources naturelles à la terre avant de les enterrer ou de les brûler ;

- amoindrit la diversité des espèces et des pratiques culturelles.

Dans ce système, si vous n'y arrivez pas par la force, c'est que vous n'êtes pas assez brutal. Imaginez la puissance d'un détergent capable d'éliminer la graisse de la veille d'une poêle. Et maintenant, essayez de vous représenter ce qui arrive lorsque ce détergent rentre en contact avec la peau d'un poisson ou la pellicule d'une plante ! A la vérité, la Révolution industrielle n'a jamais été pensée dans son ensemble. Elle a pris forme peu à peu, à mesure que les industriels et les ingénieurs ont tenté de résoudre les problèmes qui se présentaient à eux. La Ford T a incarné le but global des premiers industriels : fabriquer un produit désirable, abordable et utilisable par n'importe qui n'importe où. Ni la santé des systèmes naturels ni la conscience de leur complexité et interconnexion n'ont fait partie des préoccupations industrielles. L'idée même de cultiver une seule sorte de céréale réduit de façon drastique la richesse du réseau de services et le nombre d'effets secondaires positifs que l'ensemble de l'écosystème assurait à l'origine.

Dans ses paradigmes fondamentaux, l'infrastructure industrielle que nous connaissons est linéaire. On dit que vous êtes un consommateur, mais en réalité, vous consommez très peu de choses. Le reste est conçu pour être abandonné quelque part. Les rejets sont conçus sur le modèle linéaire et à sens unique « berceau-au-tombeau ». Les ressources sont extraites, transformées en biens, vendues et jetées dans une tombe quelconque, à savoir une décharge ou un incinérateur. Près de 90 % des matériaux extraits pour la production de biens durables aux Etats-Unis sont presque aussitôt jetés. Le bien durable perdure à peine plus longtemps : il est souvent plus rentable d'acheter une nouvelle version que de réparer l'objet.

3/7) Ce qu'il ne faut pas faire

- Le processus d'incinération détruit tous les nutriments susceptibles de retourner à la terre. 80 millions de livres sterling de cuivre sont gâchés tous les ans en GB, alors que le cuivre est encore plus rare que le pétrole. Le phosphate, qui est également rare, est lui aussi définitivement perdu lorsqu'il finit dans un incinérateur.
- L'Union européenne a interdit l'amiante dans les plaquettes de frein. On lui substitue en fait du sulfure d'antimoine, une substance minérale encore plus cancérigène.
- Un tee-shirt en polyester et une bouteille d'eau en plastique sont des produits +. En tant qu'acheteur, vous avez obtenu l'article que vous désiriez plus des additifs – susceptibles de vous faire du mal - que vous n'aviez pas demandés et dont vous ignoriez même l'existence. Parmi les quelques 8000 substances chimiques et mélanges techniques utilisées par l'industrie (et dont chacun possède au moins cinq dérivés), 3000 seulement ont été étudiés pour leurs répercussions sur les systèmes vivants.
- Les solvants présents dans les encres d'impression classiques dérivent de produits pétrochimiques dangereux, mais le fait de leur substituer une base aqueuse facilite la

pénétration au sein de l'écosystème des métaux lourds que l'on trouve dans les encres.

- Le cadmium est hautement toxique, mais à ce jour il entre toujours dans la fabrication des panneaux photovoltaïques.

- Une conception médiocre des produits porte loin. Elle perpétue ce que nous appelons une tyrannie intergénérationnelle, la tyrannie des effets de nos actions actuelles sur les générations futures.

- La démarche « développement durable » repose sur le tripode Ecologie, Equité, Economie. Mais dans la pratique les entreprises ne s'intéressent qu'aux considérations économiques. L'entreprise calcule sa rentabilité de façon classique, puis inclut ensuite ce qu'elle perçoit comme un gain social et enfin, envisage éventuellement de diminuer son empreinte sur l'environnement.

4/7) Moins mauvais ne veut pas dire bon

L'impulsion ayant pour but de rendre l'industrie moins polluante remonte aux tous premiers temps de la Révolution industrielle. Cette démarche « moins mauvais » a son vocabulaire : réduire, recycler, réglementer.

La réduction est un principe central de l'éco-efficacité. Mais baisser l'émission de déchets toxiques ou la quantité de matière première utilisée ne freine pas la diminution ni la destruction, elle ne fait que les ralentir, elle leur permet de se développer à une moins grande échelle et sur une période plus longue. Nous avons trop peu de connaissances en matière de polluants industriels et de leurs impacts sur les systèmes naturels pour que « ralentir » offre une stratégie salubre à long terme.

Recycler davantage revient à sous-cycler, car cette pratique amoindrit la qualité des matériaux au fil du temps. L'acier de haute qualité d'une voiture est recyclé avec du cuivre, de la peinture, des revêtements plastiques. Ces matériaux appauvrissent la qualité de l'acier recyclé. Pendant ce temps, les métaux rares comme le cuivre, le chrome, les plastiques, sont perdus. De plus le sous-cyclage peut augmenter la contamination de la biosphère. Par exemple les fours à arc électrique qui recyclent l'acier secondaire représentent une grande source d'émissions de dioxines. Le fait qu'un matériau soit recyclé ne le rend pas écologiquement bénin. La meilleure façon de réduire chaque impact environnemental ne consiste pas à recycler davantage, mais à produire et à disposer de moins.

Toute réglementation signale l'échec d'une conception. En fait c'est un permis de blesser : un permis émis par un gouvernement pour qu'une industrie puisse dispenser maladie et dévastation à des taux « acceptables ». L'éco-efficacité fonctionne à l'intérieur du système qui a engendré le problème. L'efficacité n'a pas de valeur en elle-même, elle dépend de celle du système plus grand auquel elle participe. En fait « Etre moins mauvais », c'est accepter les choses telles qu'elles sont.

5/7) Pour une éco-bénéficine

Notre conception personnelle cherche à travailler sur les bonnes choses au lieu de rendre les mauvaises choses moins nuisibles. La nature opère selon un métabolisme au sein duquel le déchet n'existe pas. Les nutriments de la Terre, le carbone, l'hydrogène, l'oxygène, l'azote sont en permanence recyclés. Déchet égale ressource. Par exemple l'azote des déchets est transformé en protéines par les micro-organismes, les animaux et les plantes. Ce système biologique cyclique berceau-au-berceau a nourri une planète d'abondance florissante et variée depuis des millions d'années. L'espèce humaine est la seule à prendre au sol de grandes quantités de nutriments nécessaires aux processus biologiques sans les lui retourner sous une forme utilisable. Nos systèmes ne sont plus conçus pour rendre des nutriments, hormis à des niveaux locaux. Si les humains souhaitent demeurer prospères, ils vont devoir se calquer sur le système berceau-au-berceau des flux de nutriments.

Les nutriments biologiques sont utiles à la biosphère, les nutriments techniques servent à la technosphère. Les produits peuvent être créés soit à partir de matériaux biodégradables qui nourriront les cycles biologiques, soit de matériaux techniques qui demeureront dans des cycles techniques au sein desquels ils circuleront indéfiniment en tant que métaux précieux pour l'industrie. Une conception plus judicieuse permettrait d'utiliser la voiture de la façon dont les Indiens d'Amérique exploitaient les carcasses de buffles : en optimisant chaque partie de la langue à la queue. Il suffirait de fondre ensemble les métaux de même nature de façon à ne pas les détériorer. Si nous devons mettre au point des méthodes qui retournent les effluents dans l'environnement, nous devons sans doute revenir en arrière et repenser la conception de toutes les substances vouées à circuler au sein du système comme faisant partie du flux des nutriments. La clé n'est pas de rendre les industries et les systèmes humains plus petits, mais de les concevoir de façon à ce qu'ils se bonifient en grandissant.

Si nos procédés continuent de gâcher l'abondance biologique terrestre et de gaspiller des matériaux techniques comme les métaux, alors nous vivons véritablement sur une Terre devenant une tombe, au sens littéral du terme. Dans les années 1830, Ralph Waldo Emerson s'est rendu en Europe. En voilier à l'aller, et à bord d'un paquebot au retour. Si nous observons ce moment d'un point de vue symbolique, nous pouvons dire qu'Emerson est parti sur un navire recyclable qui fonctionnait à l'énergie solaire, manœuvré par des artisans qui pratiquaient un art ancien en plein air. Et qu'il est rentré à bord d'un engin voué à devenir un vieux tas de rouille et qui recrachait de la fumée dans l'air, conduit par des hommes qui balançaient dans le noir et à coups de pelle des carburants fossiles dans la gueule des chaudières. Au retour sur le paquebot, Emerson faisait part avec une certaine mélancolie de l'absence de lien avec la cinétique éolienne, s'interrogeant sur les répercussions de ces relations inédites entre les humains et la nature. Maintenant les maisons modernes, les usines, les villes entières se sont tellement éloignées des flux d'énergie naturels que tous sont tels des paquebots. Nos édifices ont beau être des machines à vivre, ils n'ont plus rien de vivant.

En définitive, obéissons-nous aux lois de la nature ? Le déchet égale-t-il nourriture ?

6/7) Quelques citations

- Lorsque je soumetts mes pensées à une presse typographique, je contribue à l'abattage des arbres. Chaque fois que je mets de la crème dans mon café, je participe à l'assèchement d'un marécage ici pour nourrir des vaches et je permets l'extermination d'oiseaux au Brésil. Quand je monte dans ma Ford pour aller observer des oiseaux, je vide un champ pétrolifère et je réélis un impérialiste pour qu'il me fournisse du caoutchouc. Quand j'engendre plus de deux enfants, je crée davantage de besoins en presses typographiques, en vaches, en café, etc.

- Un Américain utilise environ 400 kilos de papier par an ; si la communauté mondiale n'en utilisait que 200 kilos par personne, il n'y aurait plus d'arbres sur la planète

- Les villes ne sont rien moins que des prisons surdimensionnées qui enferment le monde et toutes ses beautés.

- Des machines toujours plus grandes, entraînant une concentration de pouvoirs économiques toujours plus grande, et exerçant une violence encore plus grande sur l'environnement, n'incarnent pas le progrès : elles sont un déni de sagesse.

- La façon dont le PIB mesure le progrès est née à l'époque où les ressources naturelles semblaient encore illimitées et où la « qualité » de la vie était synonyme de niveau de vie élevé.

- Les matériaux naturels capables de répondre à nos besoins ne peuvent exister. Si des milliards de gens voulaient des blue-jeans en fibre naturelle teintés avec des colorants naturels, l'humanité devrait dédier des millions d'hectares à la culture du coton et de l'indigo au détriment de l'alimentation.

- Le fait d'être végétarien ne vous dit rien de la façon dont le produit que vous utilisez a poussé ou a été traité. En l'absence d'informations concernant les composants de l'emballage de vos épinards bio et de leurs méthodes de transport, vous ne pouvez pas affirmer qu'ils sont meilleurs pour l'environnement.

- La science ne fait qu'établir ce qui est, pas ce qui devrait être. En dehors de son domaine, elle aura toujours besoin d'avis sous forme de valeurs (Einstein)

7/7) commentaires de biosphere

Notons que les auteurs du livre définissent une éco-bénéficine sans jamais donner de moyens sérieux de la réaliser et tout en critiquant parfois les tenants du *small is beautiful*... Normal, ils travaillent pour les grandes entreprises et rêvent de moquettes et de pérennité de la voiture individuelle ! Ils rêvent de perpétuer le mode de vie actuel, avec plein de voitures « bio » : « Il ne s'agit plus de concevoir une voiture, mais de concevoir un nutrivéhicule... Tandis que le carburant serait brûlé, la vapeur d'eau de ses

émissions pourrait être récupérée et réutilisée... Les routes pourraient être couvertes, et offrir ainsi de nouveaux espaces verts pour l'agriculture... Au lieu de relâcher le dioxyde de carbone dans l'atmosphère, pourquoi ne les stockerions-nous pas dans des boîtes que l'on vendrait aux fabricants de caoutchouc ? »

Ce n'est que par inadvertance qu'ils abordent la seule solution durable, des communautés locales résilientes, ce qu'on appelle aujourd'hui les territoires en transition, une civilisation d'après-pétrole :

- Nous engendrerons des activités humaines pertinentes à partir du moment où nous reconnaissons que toute durabilité est locale.
- Quand ils ont circonscrit à un niveau local l'impact de leurs eaux usées, les habitants y réfléchissent à deux fois avant de déverser des substances dangereuses dans leurs éviers... A l'échelle de la planète, nous nous trouvons tous en aval.
- La diversité a besoin d'être encouragée, et pas simplement respectée. Le seul chapitre sur lequel je (Michael Braungart) sois revenu depuis 2002 est le cinquième, « respectez la diversité ». L'expression était trop faible.

Décroissance versus développement durable

ouvrage collectif , éditions écosociété 2011

[NYOUZ2DÉS: une *décroissance volontaire* avant qu'il ne soit trop tard? Mais il est déjà trop tard. Et impossible. L'être humain en est incapable. Et le *développement durable* ? Ca n'existe pas.]

Tour à tour, de nombreuses limites physiques, biologiques et temporelles ont été transcendées : la gravité a été vaincue grâce à l'avion ; de nombreuses barrières biologiques ont été abolies par les avancements notamment en agriculture et en médecine ; les barrières géographiques par les moyens de transports, puis par des moyens de communication. A travers l'existence virtuelle que permet Internet, un nombre croissant d'individus peuvent s'évader de leurs enveloppes corporelles pour s'envoler vers un monde abstrait et donc sans limites.

Mais comme les limites de la planète ont été effectivement outrepassées, la décroissance n'est plus une option volontaire. C'est-à-dire qu'elle n'est plus seulement une idée à laquelle nous pourrions ou non nous rallier selon nos préférences philosophiques ou politiques, mais un cours inévitable du changement social imposé par les forces de la nature. Toute intervention technologique ou réajustement de l'organisation sociale ne pourrait faire mieux que de l'ajourner transitoirement, sans jamais réussir à l'éviter. Et les innovations liées à l'économie des ressources semblent parmi les plus lentes à venir !

Ce livre regroupe les contributions au colloque tenu en mai 2009 sur l'initiative du Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale. Nous vous résumons le plus incisif.

1/2) Une décroissance de la recherche scientifique (Hervé Philippe)

C'était mieux avant et ce sera probablement pire encore dans le futur. Ce sont les partisans de la croissance qui sont de dangereux extrémistes. Un simple taux de croissance annuel de 3 % du PIB, généralement considéré par les économistes comme un minimum pour garantir la prospérité d'un pays, implique au bout de 300 ans une multiplication du PIB par 7098. Le taux de croissance de 10 % réalisé par la Chine entraînerait sur la même période une multiplication du PIB par 2000 milliards ! L'extrémisme de la croissance infinie dans un monde fini se traduit par la consommation en 200 ans du pétrole qui a nécessité environ 200 millions d'années pour être formé : une consommation un million de fois plus rapide que la production ! Il faut être bien cynique pour prétendre que les progrès technologiques vont permettre de se passer sans douleur des ressources fossiles. Comment a-t-on pu briser les contraintes séculaires qui imposaient de strictes limites aux hommes ?

Les scientifiques ont eu à se battre contre l'Eglise pour pouvoir mener leur recherche sans contraintes. Ils sont arrivés dès le XVIIIe siècle à faire reconnaître le dogme que la recherche de la connaissance ne devait souffrir d'aucune limite. Les scientifiques sont-ils des extrémistes de la croissance infinie ? La recherche appliquée qui, en fournissant des innovations, est le moteur de la croissance économique est un cas trop facile. Je ne considérerais donc que la recherche fondamentale. Le fonctionnement normal de la recherche scientifique consiste à accumuler de plus en plus de données. En termes crus, plus un chercheur pollue et épuise les ressources, meilleure peut être son évaluation, et plus important peut-être son financement pour amplifier ses actions destructrices.

Prenons mon domaine de recherche, la phylogénie des espèces. Depuis Darwin, on est passé des données morphologiques nécessitant tout au plus un microscope, à l'analyse des données génomiques : l'utilisation de mes 16 ordinateurs en 2007 a produit 19 tonnes de CO₂, leur climatisation au moins 10 tonnes et ma participation à des conférences internationales 15 tonnes. Le récent collisionneur d'hadrons du CERN à Genève consomme autant d'électricité que 500 000 Genevois. Les scientifiques sont des fondamentalistes de la croissance : toujours plus de savoir, toujours plus d'activités de recherche, toujours plus de ressources. L'énorme préférence pour le développement technologique plutôt que pour l'utilisation rationnelle du savoir me semble être un des problèmes majeurs. On connaît déjà la solution à l'obésité, au diabète et aux maladies cardiovasculaires : un meilleur régime alimentaire et plus d'exercice physique. Mais au lieu de modifier les structures sociétales, on investit massivement dans la recherche moléculaire et pharmacologique pour trouver des solutions technologiques. N'est-il pas temps d'arrêter la recherche scientifique ?

Ne peut-on pas se demander si les campus universitaires, constructions parmi les plus grandioses de l'époque moderne (avec certains instruments scientifiques comme le LHC ou ITER), ne constituent pas le chant du cygne de notre civilisation tout comme les statues des Pascuans ? Ne devrait-on pas se demander si un paysan illettré, mais ayant

des connaissances héritées de sa communauté, n'est pas mieux placé qu'un agronome occidental pour gérer son avenir de manière durable ? Le savoir actuel, beaucoup trop vaste, est foncièrement anti-démocratique : seule une élite peut discuter d'un sujet comme le nucléaire, mais la même élite ne peut pas discuter d'un autre sujet comme les OGM.

On pourrait envisager d'arrêter les recherches les plus demandeuses en ressources ou les moins utiles, mais l'histoire des sciences montre clairement qu'il est impossible de savoir quelle recherche sera révolutionnaire. Je propose donc d'envisager une décroissance de la recherche scientifique couplée à l'élaboration d'une science de la décroissance. Il faudrait changer les critères d'évaluation : minimiser l'utilisation des ressources devrait être un critère primordial et l'innovation ne devrait plus être qu'un critère secondaire. Comme disait Gandhi : « La civilisation ne consiste pas à multiplier les besoins, mais à les limiter volontairement. Il faut un minimum de bien-être et de confort ; mais, passé cette limite, ce qui devrait nous aider devient source de gêne. » Il est impossible de remplacer civilisation par recherche scientifique dans cette citation. Le défi auquel devraient s'atteler les scientifiques est de résoudre ce conflit.

2/2) quelques citations signifiantes de différents auteurs

- A l'opposé de Marx (« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer »), les objecteurs de croissance constatent qu'on a trop transformé le monde, sans réfléchir, au point où l'on ne peut plus y vivre humainement.
- Quand Georges Bush déclarait en 1992 qu'il ne venait pas à la Conférence de Rio pour « négocier » le mode de vie des Américains, cette position de principe n'a pas été seulement celle de ses successeurs, mais elle est aussi partagée par la grande majorité des habitants des pays développés.
- Dans l'achat d'une marchandise par l'argent, nous nous libérons des attaches normatives du tissu social : après avoir payé, nous avons réglé notre dette. L'économie moderne nous détache en quelque sorte de la communauté.
- Le système capitaliste mondial s'effondrerait en quelques semaines si les individus cessaient brutalement d'intérioriser en masses un imaginaire de la croissance illimitée et une culture de la consommation. Notre époque semble très mal préparée aux conséquences de son idéologie progressiste.
- Les sociétés modernes ont mis en place un arsenal d'outils de communication destinés à stimuler une demande pour des produits éphémères. A titre d'exemple, le budget de la publicité pour les enfants à la télévision a été multiplié par 170 entre 1983 et 2008.
- Dans les sondages, la population se déclare préoccupée de l'environnement. Mais en réalité, cela se traduit ainsi : « D'accord, nous avons là un problème de plus, mais il ne

faut pas exagérer ! » Ou plus précisément : « Des limites, quelles limites ? »

- Il y a véritablement intoxication des êtres humains, il n'y a donc plus de changement démocratique possible. Quelles capacités démocratiques existe-t-il pour ceux qui sont dépendants à la drogue ?

- Nos actions collectives de production et de consommation ont des conséquences qui se répercutent pour des millénaires et, pourtant, nos actions et préoccupations se limitent à des perspectives relativement insignifiantes. Nous semblons prisonniers d'une temporalité sans envergure.

- Les initiatives pour le développement durable ne sont que des freins de bicyclette attachés à un avion supersonique.

- Nous voilà pris dans une spirale infernale. Les consommateurs/citoyens subissent le poids des structures, les firmes doivent survivre dans le court terme et les gouvernements invoquent la contrainte extérieure (la mondialisation). Chacun peut justifier son inaction par l'inertie des autres et s'enfoncé encore plus dans des comportements qui rendent de plus en plus difficiles les changements nécessaires.

- Lorsque l'on parcourt les étalages d'un supermarché, il est aujourd'hui de plus en plus difficile de visualiser la source réelle de tous ces produits qui pourtant nous ont été initialement donnés par la terre. Notre relation avec les ressources qui garantissent notre survie est de moins en moins concrète.

- L'exemple du pétrole n'en est qu'un parmi tant d'autres pour illustrer un constat : il semblerait que l'existence d'une limite physique aux activités humaines ait perdu tout son sens dans la conscience collective aujourd'hui.

- « Je n'ai plus d'argent, donc j'arrête de consommer » deviendra le premier pas vers une économie qui serait régie par les possibilités de son environnement plutôt que par l'expansion du crédit : en d'autres termes, une économie qui se réconcilierait avec le réel.

- Le Wuppertal Institut accorde une priorité à l'écologie qu'il estime être la base de toute action. Le Wuppertal Institut considère qu'il n'y a pas de différence entre une politique du développement durable et la décroissance. Pour eux, seule cette dernière constituerait la vraie et indispensable réalisation du développement durable.

- L'entreprise n'est-elle pas une organisation qui produit constamment de nouveaux besoins, ne s'agit-il pas d'une machine à insatisfaire ? Qu'est-ce que la mode sinon la création de besoins ? Se débarrasser de la mode, n'est-ce pas se débarrasser de l'entreprise finalement ? Les décroissants en appellent à une vie simple.

- Le développement durable suppose de répondre à la question : « How Much is Enough ? » (à quel moment en ai-je assez ?). Or c'est une question que nous ne nous posons jamais...

- Le sentiment de sécurité personnelle peut se concevoir dans une communauté fermée

gardée par des milices armées comme on le voit aux Etats-Unis. Elle peut aussi résulter d'une communauté ouverte dans laquelle on fait confiance à ses voisins comme dans tant de villages du Québec où l'on ne ferme pas sa maison à clé.

Jouons à la balle !

Par **James Howard Kunstler** – Le 16 juin 2017 – Source kunstler.com



Les historiens du futur, regroupés autour de leurs lampes à la graisse d'oie dans des manteaux de laine boueux, pourront dire que ce mois-ci, le Pays de rêve de Kardashian, autrefois connu sous le nom de « USA », a finalement perdu son esprit collectif.

Je soumet à votre approbation le grand et regretté [Rod Serling](#) (scénariste de [The Twilight Zone](#)) qui avait l'habitude de dire : cette semaine à Capital Hill, c'était Russie-Russie-Russie. La dernière nouvelle du cirque, c'est le sénateur Kamala Harris (D-Cal) qui s'est fait tirer l'oreille par le procureur général Jeff Sessions au sujet de son « *contact avec des fonctionnaires russes* » et a été réprimandé par la présidence pour son comportement grossier.

Note : il est maintenant jugé illicite pour les responsables du gouvernement américain de parler avec des diplomates russes. Je me demande ce qui se passerait si les représentants du gouvernement d'autres pays décidaient qu'il était inapproprié de parler avec les diplomates américains. Le Parti démocrate semble construire un monde qui serait meilleur sans diplomates encombrant les capitales des autres pays. *Hey hey, ho ho, La di-plo-matie doit disparaître !* Maintenant, c'est une idée très progressiste !

Apparemment, le [procureur général](#) Sessions a irrité le sénateur Harris qui a souligné que l'Union soviétique s'était effondrée il y a près de trente ans – une remarque typique de Blanc privilégié, n'est-ce pas ?

Ensuite, le sénateur Mark Warner (D-Va), vice-président du Comité sénatorial du renseignement, a passé Sessions sur le grill à propos de la capacité de guerre électronique de la Russie. Tu peux répéter s'il-te-plait ? Tout d'abord, le sénateur Warner ne trouverait-il pas plus d'illumination sur le sujet en appelant le secrétaire à la Défense, ou un haut gradé militaire ou le directeur de la NSA à la table des témoins ? Sait-il où les devoirs du procureur général des États-Unis commencent et où ils se terminent ?

Deuxièmement, y a-t-il quelqu'un dans ce pays avec un QI au-dessus de la température ambiante qui pense que les États-Unis ne sont pas, eux aussi, disposés à mener une guerre électronique ? Ou que toutes les nations avancées du monde ne cherchent pas à faire des intrusions via Internet dans le cyberspace des autres ? Peut-être est-ce une manifestation de la névrose politique appelée l'[Exceptionnalisme américain](#), l'idée que nous sommes tellement différents des autres pays qu'ils pourraient aussi bien être des extraterrestres. (Une idée sympa pour un nouvel épisode de *Twilight Zone*).

Toutes ces bêtises suggèrent que le mème de la Russie perd de sa force magique et que les forces dédiées pour détruire Trump pourraient avoir besoin de chercher quelque chose sur le terrain juridique. Pour le moment, elles se tournent vers les bois sombres où se tapit l'obstruction à la justice, un [Blair Witch Project](#) de la politique, où tout ancien assemblage de brindilles brisées est un signe certain de la bête qui s'y cache – mais peut-être est-ce exactement là où la chasse aux sorcières commence.

Personnellement, je crois toujours qu'ils vont l'*exécuter* avec le 25^e amendement, ce qui permettrait de le virer simplement pour incompétence notoire, sans la bataille difficile qu'est une procédure régulière. Vous devez obtenir simplement un consensus des plus hauts fonctionnaires du pays pour accepter que le gars doit partir, et ils le font disparaître. Dans ce cas, vous allez vous trouver avec Mike Pence, une dame patronnesse transgenre avec un fort soutien des [Frères Koch](#). Cela va rendre le pays Grand-à-Nouveau plus vite, bien sûr.

Ensuite, bien sûr, il y a eu la fusillade concernant [Steve Scalise](#), le [Whip](#) de la [House Majority](#) et d'autres personnes sur un champ de Virginie par un fan mécontent de Bernie Sanders. Est-ce une hyperbole de dire que cet incident laisse le sentiment d'être les premiers coups de feu d'une nouvelle guerre civile ? Même les éléments hystériques de *CNN* se sont précipités pour éteindre les feux de brousse qu'ils avaient allumés en diffusant cette nouvelle jeudi soir en toile de fond de la soirée annuelle de charité autour du baseball, organisée par le Congrès au stade de Washington Nationals – comme si les gens maltraités et assaillis de ce pays dissolu pouvaient être sortis de leur [anomie](#) par le bruit réconfortant d'une balade à cheval dans les bois. L'été n'est pas encore là officiellement, mais qui a envie de danser dans les rues ? On a plus envie de vouloir se cacher derrière la poubelle la plus proche.

James Howard Kunstler

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Hervé pour le Saker Francophone

Les coûts de production de pétrole et du gaz de schiste s'envolent...

Par Dr. Heinrich Leopold – Le 23 mai 2017 – Source srsroccoreport.com

... alors que les taux de déplétion impressionnants des puits mangent la trésorerie.



Note de srsroccoreport

Si vous croyez que la récente augmentation de la production de pétrole aux États-Unis suggère que les bons moments sont revenus, réfléchissez y à nouveau. Alors que l'industrie pétrolière des États-Unis continue d'augmenter sa production en ajoutant beaucoup plus de plates-formes de forage, il y a de sérieux problèmes dans la partie pétrole de schiste dont très peu de gens sont conscients. Cela a trait à la détérioration rapide de l'économie du pétrole et du gaz, car les taux de déclin impressionnants se répercutent dans les flux de trésorerie des entreprises.

L'économie de la production de pétrole et de gaz

L'avènement de la production de pétrole et de gaz de schiste, qui a créé la vision de l'« *indépendance énergétique des États-Unis* », a suscité un intérêt renouvelé pour l'économie de la production du pétrole et du gaz. Quels sont les paramètres clés pour la

productivité et les coûts?

En bref, c'est le coût par baril produit et non – comme souvent mentionné dans les médias – le coût absolu par puits individuel.

Pour démontrer mon point de vue, je vais utiliser un puits standard qui coûte 10 millions de dollars à forer et qui produit initialement 200 barils par jour, comme un exemple simple. Les coûts de 10 millions de dollars en disent très peu sur le fait le plus important, qui est de savoir ce que ce puits va produire au cours de sa vie. En supposant une durée de vie de 10 ans et en appliquant un taux de déclin annuel de 5% à 10% – qui est la norme pour un puits conventionnel –, le puits produira environ 500 000 barils au cours de sa vie. Cela donne alors un coût de forage de 20 \$ par baril produit. La maintenance, les taxes, la licence, le transport... doivent être ajoutés et divisés par la quantité de barils produits. Cela donne alors un coût de production d'environ 40 \$ le baril. C'est le modèle standard d'un puits de pétrole conventionnel. En théorie, le coût réel ne peut être déterminé que lorsqu'un puits est fermé et que la quantité réelle de barils produits est connue. Par conséquent, toutes les études sur les coûts de production sont des estimations, car elles sont basées sur une estimation de la future production pétrolière des puits.

Si maintenant, la durée de vie d'un puits est beaucoup plus courte que le puits standard ci-dessus, par exemple, pour un souci de simplicité, seulement cinq ans impliquant un taux de déclin annuel de 10% à 20%, la quantité de barils produits tombe à 250 000 barils et le coût du forage augmente à 40 \$ le baril. Le coût total s'élève maintenant à 80 \$ le baril [*plutôt 60\$ car les autres coûts ne doublent pas, ils sont mêmes plus faibles, la durée étant inférieure, NdT*]. Cela se tient malgré le coût de forage ainsi que de la maintenance, des frais généraux, etc., qui sont les mêmes que dans l'exemple ci-dessus.

À titre de conclusion, les coûts réels dépendent fortement de la durée de vie (ou du taux de déclin annuel, souvent appelé « *taux officiel* ») du puits. Ainsi, si une entreprise se vante d'avoir diminué ses coûts de forage de 2 millions de dollars par puits, ce n'est que la moitié de la vérité, car le puits peut voir sa production diminuer beaucoup plus rapidement et produire ainsi moins de pétrole sur sa durée de vie et avoir un coût de forage par baril en fait beaucoup plus élevé, malgré la réduction des coûts par puits.

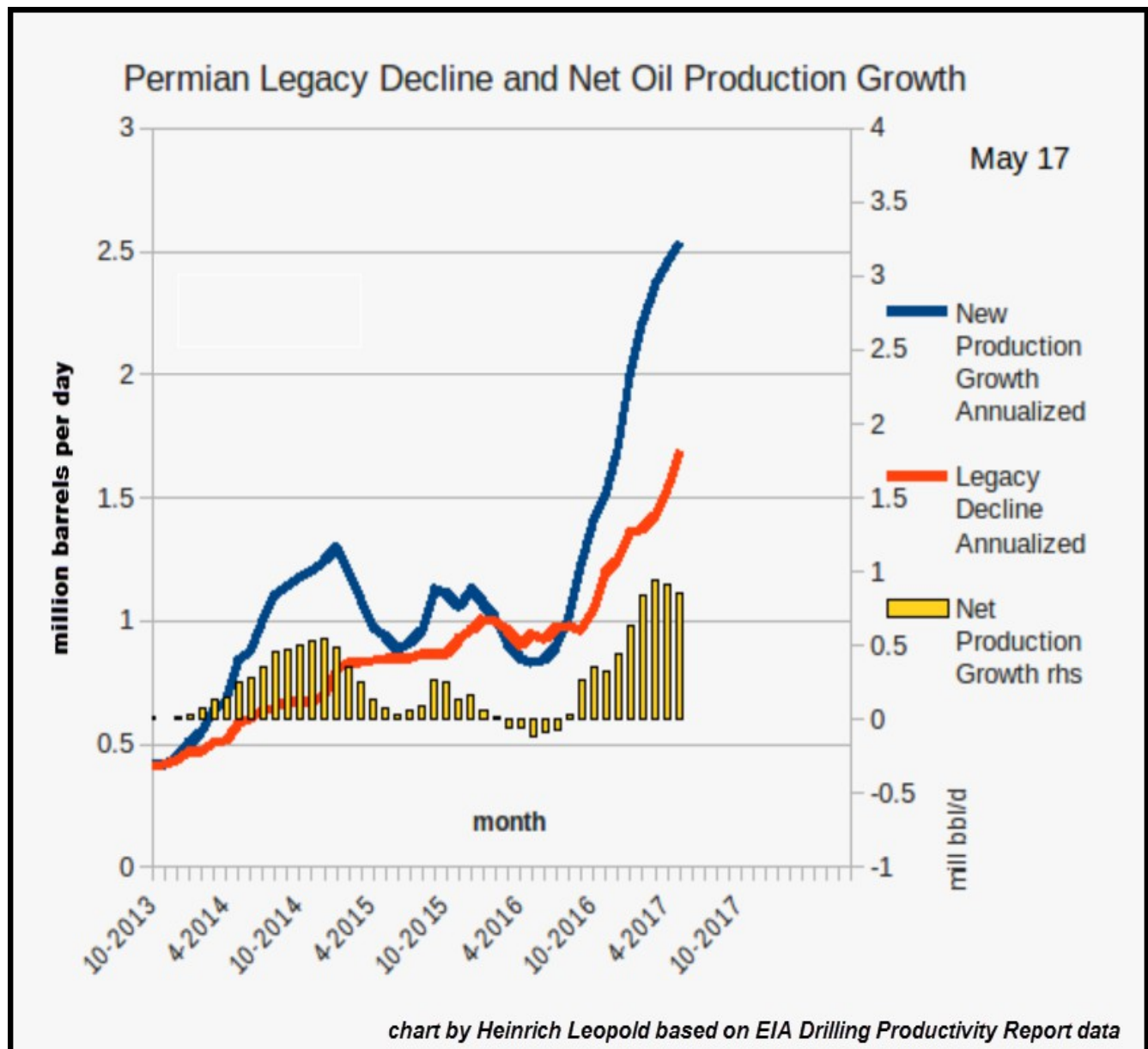
C'est exactement ce qui se passe actuellement dans le domaine du schiste. Malgré des coûts considérablement inférieurs par puits, ceux-ci diminuent beaucoup plus rapidement et par conséquent, les coûts par baril produit sont en augmentation.

Comme il est difficile d'évaluer la performance future des puits, nous pouvons heureusement voir une tendance en regardant l'historique des performances des puits existants. Dans son rapport de forage mensuel, l'EIA a publié la performance des nouveaux puits de pétrole et de gaz par rapport aux puits existants. Cela donne un excellent aperçu du statut de l'industrie du schiste.

Au-dessous du graphique 1, on retrouve l'ajout de nouveaux puits (ligne bleue) dans le

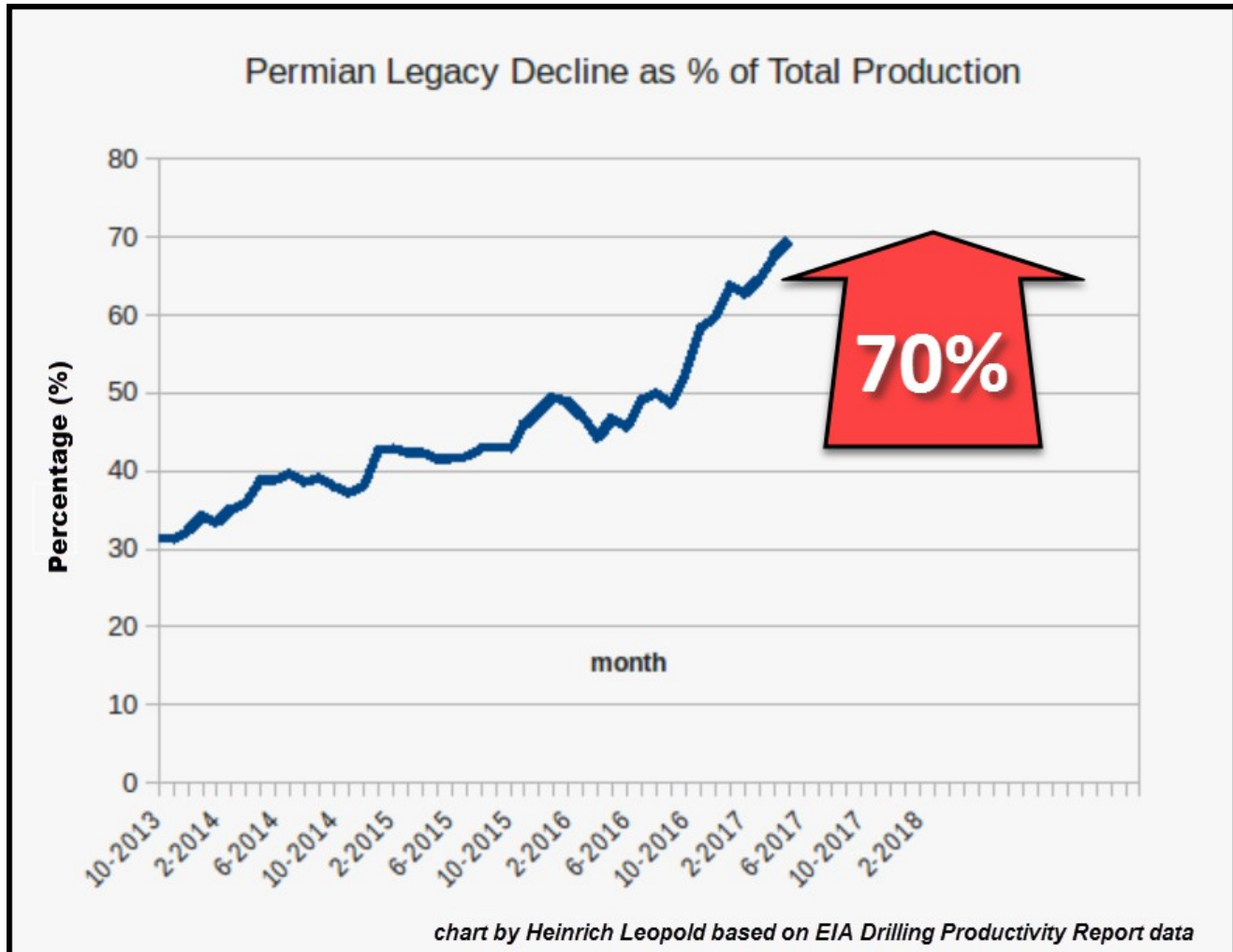
Permian, par rapport au taux de déclin officiel des puits existants (ligne rouge) et à la croissance nette résultante pour le champ en millions de barils par jour (barres jaunes et échelle de droite).

L'ajout massif de près de 2,5 millions de barils par jour et l'année de la nouvelle production (ligne bleue) sont atténués par le déclin déjà monstrueux des puits existants (ligne rouge). En outre, le graphique 1 montre un taux de déclin officiel en croissance rapide, qui augmente en réalité plus rapidement que l'ajout de nouvelles productions. Par conséquent, la croissance de la production mensuelle a déjà diminué au cours des deux derniers mois. Comme un taux de déclin fortement croissant réduit les flux de trésorerie des entreprises très rapidement, je m'attends à ce que la nouvelle production diminue considérablement au cours des prochains mois.



Comme le montre le graphique 1, il reste encore une croissance considérable dans le

Permian. Toutefois, au fur et à mesure que le taux de déclin officiel augmente maintenant très rapidement, le taux de déclin en pourcentage de la production totale augmente en conséquence, comme le montre le graphique 2. Le ratio de la baisse des taux officiels par rapport à la production totale est passé de 0,3 (ou 30% de baisse) à 0,7 ou 70 % de baisse en pourcentage au cours des dernières années.



Cela implique que les puits du Permian n'ont plus que quelques années de vie. Après ce qui a été dit dans l'introduction de cet article, cela signifie que l'économie des puits du Permian s'est considérablement détériorée, que le coût par baril produit a plus que doublé au cours des dernières années. Cependant, cela a été atténué par un coût de forage inférieur par puits, qui a certes eu lieu au cours des dernières années. Mais l'image globale est celle d'une structure de coûts fortement croissante dans les champs de pétrole et de gaz de schiste du Permian et d'ailleurs qui devraient inquiéter beaucoup d'investisseurs et d'actionnaires.

Dr. Heinrich Leopold

[Note de srsroccoreport](#)

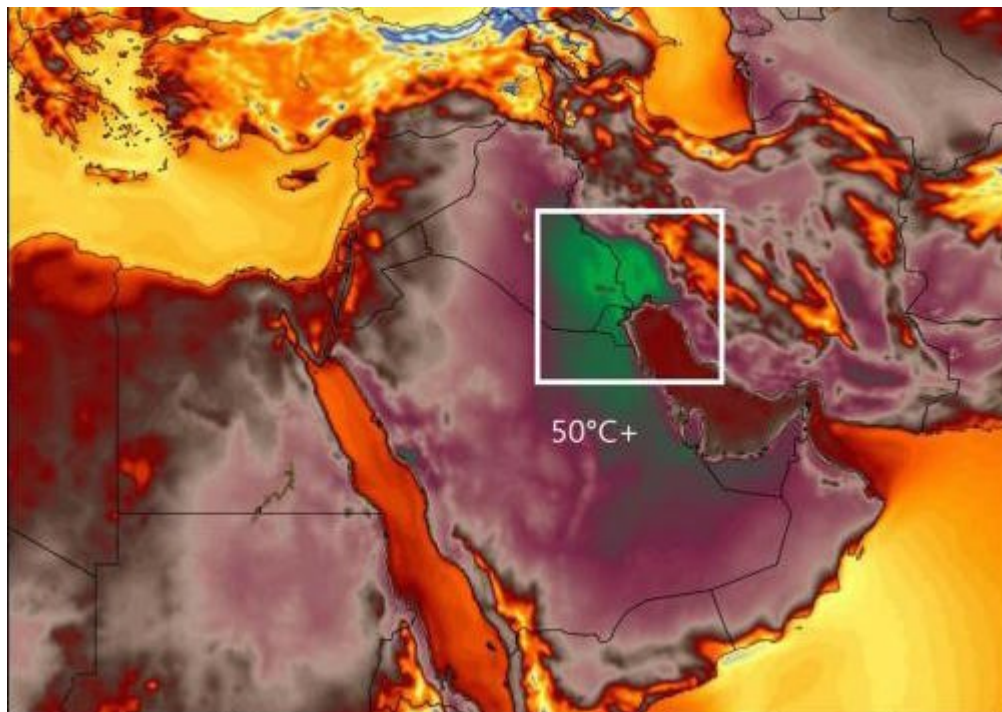
Quand j'ai vu les tableaux et les données de Heinrich, j'ai été assez surpris... et il en faut beaucoup pour me surprendre. En fait, je n'avais jamais vraiment pensé à l'économie du pétrole et du gaz de schiste en fonction de ces taux de déclin énormes.

Heinrich explique que l'énorme augmentation du taux de déclin officiel (quelle partie de la production est perdue) consomme sérieusement les flux de trésorerie des entreprises qui forent ces puits de pétrole et de gaz de schiste. Ainsi, plus le taux de déclin officiel est élevé, plus il affecte négativement les flux de trésorerie des entreprises.

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Cat pour le Saker Francophone

[Le Koweït dans une chaleur suffocante de 54°C](#)

Reporterre 23 juin 2017



Jeudi, une température torride de 54°C a été enregistrée au Koweït. Une station météorologique à Mitribah, une zone isolée à distance du nord-ouest du Koweït, a pris la température la semaine dernière pendant une vague de chaleur intense qui se poursuit dans certaines parties du Moyen-Orient. Le mercure en Irak voisin le même jour a grimpé à 53.9°C dans l'ancienne ville de Basra.

Jusqu'à présent, le record officiel pour la température la plus élevée était de 56.7°C le 10 juillet 1913 à Furnace Creek Ranch à Death Valley, en Californie. Mais de nombreux météorologues actuels sont sceptiques sur le record, arguant que l'équipement utilisé à

l'époque est sujet à caution et n'était pas aussi fiable que les méthodes d'enregistrement modernes.

Le Dr Jeff Masters, également du Weather Underground a remarqué le record potentiel de température au Koweït, le décrivant comme « *un jour historique* ».

Le gigantisme de la société entraîne l'ingouvernabilité

Biosphere 25 juin 2017

Pour Leopold Kohr, le gigantisme peut seulement mener à des problèmes d'une proportion ingérable ; il faut encore plus de pouvoir pour gérer le pouvoir en question et n'a qu'une fin possible, l'effondrement. Dans son livre*, Dmitry Orlov reprend cette analyse :

– La vaste échelle à laquelle fonctionne la société contemporaine rend impossible pour quiconque d'observer l'ensemble des choses avec un certain degré de pénétration, forçant chacun à se spécialiser dans une discipline ou une autre. La prolifération des experts qui savent presque tout sur presque rien est un signe certain que la poursuite de la connaissance a été entreprise sur une échelle excessive. Les idées de [Leopold Kohr](#) n'ont pas eu assez d'écho précisément à cause de la vaste échelle de l'entreprise intellectuelle contemporaine.

– Si un problème relativement spécifique, tel que la tâche de prohiber les pesticides causant le cancer, se brise en minuscules domaines mutuellement inintelligibles, que dire du problème bien plus général du contrôle de l'échelle à tous les niveaux ? [Leopold Kohr](#) essaya d'enrayer le cancer de la croissance sans contrainte ni contrôle après qu'il eut déjà métastasé et engloutit toute la planète. Notre défi est de sauter de ce train pour l'enfer sans nous casser les jambes !

– A mesure que les entités politiques (et économiques) gigantesques s'effritent, le monde pourrait assister à renaissance d'Etats assez petits pour accorder à leurs membres une part raisonnable de souveraineté personnelle. La démocratie n'existe plus partout où une conversation directe entre le dirigeant et n'importe lequel de ses sujets n'est plus possible. La souveraineté personnelle d'un Islandais est plus de 4000 fois celle d'un Chinois. Plus le groupe souverain est petit, plus grande est sa part de la souveraineté.

– Il existe une règle simple dont il faudrait se rappeler ! L'intelligence d'un groupe de gens organisé hiérarchiquement est inversement proportionnel à sa taille, et les puissants empires militaires sont si gros, et par conséquent si bêtes, que jamais, jamais ils apprennent quoi que ce soit.

* **Les cinq stades de l'effondrement** selon Dmitry Orlov (éditions Le Retour aux Sources 2016, 448 pages pour 21 euros)

Biorégions pour le futur, instituer la résilience locale

Julie Celnik, Biorégion de Cascadia, territoire de la décroissance

Publié par Biosphere le 24 juin 2017

[NYOUZ2DÉS: texte *idiotlogique*]

Le biorégionalisme est un courant de pensée qui repose sur l'idée d'une réorganisation de la société à l'échelle d'un territoire défini par des frontières naturelles, appelé biorégion. C'est notamment le cas de la biorégion de Cascadia, située sur la côte pacifique, à cheval sur les États-Unis et le Canada. Le terme Cascadia vient du nom de la chaîne des Cascades, qui s'étend du Canada jusqu'au nord de la Californie. Une revendication indépendantiste est portée par un certain nombre de Cascadiens, un parti politique fut officiellement créé dans ce but en 2011. Des groupes plus informels promeuvent l'idée (essentiellement sur Internet) d'une Republic of Cascadia, reposant sur une confédération coopérative et biorégionale. La mobilisation citoyenne en Cascadia s'oppose notamment à des projets d'extractions d'énergies fossiles. La réhabilitation repose sur une relation d'interdépendances avec l'écosystème de la biorégion qui implique l'apprentissage du vivre-sur-place. Autrement dit il s'agit d'adopter un mode de vie et de consommation (eau, nourriture, énergie, habitat) autosuffisant à l'échelle d'une biorégion, tout en perturbant le moins possible l'écosystème local. Par ailleurs l'autonomie politique constitue un principe important, la démocratie directe y joue un grand rôle. Différentes actions sont menées, allant de la pétition à la désobéissance civile non violente, en passant par le lobbying auprès des décideurs politiques. La Cascadia est probablement la région la plus verte d'Amérique du Nord, ce qui est dû à la fois à des politiques volontaristes de transition énergétique, à des citoyens conscients des enjeux écologique et mobilisés, mais surtout à une conscience du lieu très forte. Dans l'imaginaire collectif, cette région possède une identité propre, en termes à la fois de paysages naturels et de culture commune, mais les institutions de cette biorégion restent pour la plupart à inventer, à officialiser.

Le projet biorégionaliste se rapproche fortement du mouvement des Transition Towns britanniques, qui met l'accent sur des actions multiples à l'échelle communale : potagers urbains, gestion des déchets, production d'énergies renouvelables. Pour le mouvement de la transition, il s'agit avant tout de préparer chaque communauté locale à l'après pic pétrolier et à l'ère d'une frugalité énergétique contrainte.

Benoît Thévard, entre utopies et catastrophes, instituer la résilience locale

C'est à l'État de jouer un rôle protecteur permettant aux territoire qui le composent d'envisager une transition écologique et pacifique. L'État doit pas ailleurs assurer une péréquation territoriale car la diversité topographique, démographique climatique et économique n'est pas favorable à une totale autosuffisance locale. Cet État doit

également fixer des objectifs contraignants pour les collectivités territoriales (pourcentage d'autosuffisance, d'agriculture biologique, etc.). La création d'une agence de relocalisation permettrait de réunir et accompagner les dynamiques au niveau local, car relocaliser signifie construire à contre-courant du processus de globalisation.
in *Gouverner la décroissance*, collectif, 14 euros pour 234 pages (éditions SciencePo 2017)

SECTION ÉCONOMIE



Jim Rogers: « Nous sommes à la veille du pire krach boursier qu'on n'ait jamais connu »

Publié le 24 juin 2017 à 19:36:31 par Tiger54 / **59 commentaires** / 6 462 Vues

Si Jim Rogers ne se trompe pas, nous sommes à la veille du pire krach boursier de notre histoire. Au cours des 15 dernières années, l'analyste financier Jim Rogers a... Lire la suite



Bourse: sommes-nous en 1998 ou bien est-ce la fin des haricots comme en 2000 ? Avec Pierre Sabatier

Publié le 23 juin 2017 à 14:00:49 par Tiger54 / 4 commentaires / 902 Vues

Nasdaq, Dow Jones et S&P 500 semblent affranchis des lois de la pesanteur. Bien que les investisseurs trouvent moult justifications à leur hausse quasi-continue,... Lire la suite



Canada: Les demandes de crédit atteignent des sommets

Publié le 26 juin 2017 à 07:00:14 par Tiger54 / 2 commentaires / 0 Vues

Les demandes de crédit atteignent des sommets au pays, même si 63 % des consommateurs interrogés par Equifax Canada se disent mal à l'aise avec leurs dettes. Au... Lire la suite



Grèce: Au pays de l'ultra-crise

Publié le 25 juin 2017 à 11:18:37 par Tiger54 / 19 commentaires / 1 163 Vues

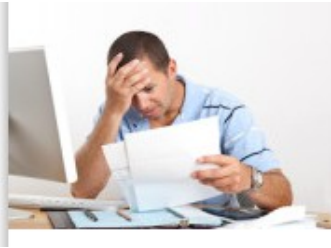
Un jeune sur deux au chômage, des retraites en baisse de 40% depuis 2009, 1/4 de la population vivant sous le seuil de la pauvreté. La Grèce est au bord de l'asphyxie.... Lire la suite



Toshiba s'enfonce encore un peu plus, l'action menacée de radiation

Publié le 26 juin 2017 à 05:00:55 par Tiger54 / 1 commentaire / 91 Vues

Plus les jours passent, plus s'aggrave la situation du conglomérat industriel japonais Toshiba, toujours incapable de publier des comptes certifiés et dont... Lire la suite



Les Canadiens doivent en moyenne 22 125 \$, en plus de leur hypothèque

Publié le 26 juin 2017 à 09:00:38 par Tiger54 / 1 commentaire / 79 Vues

La dette de consommation moyenne des Canadiens s'élevait à 22 125 \$ à la fin du mois de mars, si on exclut le montant de leur hypothèque, révèle un rapport de la... Lire la suite



Sears: un trou de 267 millions dans le régime de retraite sème l'inquiétude

Publié le 26 juin 2017 à 08:00:55 par Tiger54 / 3 commentaires / 0 Vues

Les déboires de Sears inquiètent au plus haut point ses quelque 13 000 retraités. Ils craignent depuis des années de perdre une partie de leur rente si le détaillant... Lire la suite



Italie: commandes à l'industrie en baisse de 2,2% en avril sur un an

Publié le 26 juin 2017 à 06:00:31 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Les commandes à l'industrie en Italie ont baissé de 2,2% en avril sur un an, après une hausse de 9,2% en mars, a annoncé vendredi l'Institut national des... Lire la suite



Zone euro: le secteur privé ralentit en juin

Publié le 26 juin 2017 à 12:00:09 par Tiger54 / 0 commentaire / 36 Vues

La croissance du secteur privé dans la zone euro a nettement ralenti en juin, se maintenant cependant à un niveau élevé, selon la première estimation de l'indice... Lire la suite



Venezuela: manifestations pro-Ortega, 75ème mort en trois mois

Publié le 26 juin 2017 à 13:00:40 par Tiger54 / 7 commentaires / 58 Vues

Un homme de 22 ans a été tué par balles jeudi à Caracas, lors des manifestations de soutien de l'opposition à la procureure Luisa Ortega, chaviste entrée en... Lire la suite



Didier Saint-Georges: Bourse: « Y a un petit parfum de la Comtesse du Barry, encore un moment Monsieur le bourreau ! »

Publié le 26 juin 2017 à 16:00:37 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Les marchés actions se portent bien depuis le début de l'année, avec plus de 8% de hausse pour les indices français et européens. Faut-il pour autant

penser que la... Lire la suite

Pour un honnête dollar

Rédigé le 26 juin 2017 par [Bill Bonner](#)

Hier soir, nous sommes allés dîner au port de Dungarvan.

La campagne irlandaise était idyllique, avec ces collines vallonnées, ses forêts, et ses prairies. Et en arrivant à Dungarvan, nous avons aperçu l'Atlantique qui scintillait au loin.

Au port, c'était marée basse. Les bateaux reposaient dans la vase, penchés d'un côté, en attendant que l'eau les redresse. Les restaurants étaient bondés. Les parkings étaient remplis. Partout, des groupes attablés bavardaient et riaient.

« L'Irlande a l'air d'être en plein essor », avons-dit à nos compagnons.

« Oui, elle revient de loin. Les prix de l'immobilier recommencent à grimper, notamment à Dublin. Les salaires repartent à la hausse. Mais cette ville est particulièrement prospère. Elle est très pittoresque ».

[Nous nous sommes récemment moqué](#) de ce qu'avait dit le président de la Chambre, Paul Ryan, à savoir que les politiciens parlaient « en avant toute » sur une réforme fiscale « transformationnelle ».

C'est bien une réforme transformationnelle qui est nécessaire, mais ce n'est pas ce qui s'annonce.

Nous adorerions assister à une véritable réforme fiscale. Nous payons 50% d'impôt sur les revenus, au niveau de l'état et au niveau fédéral. Nous faisons partie de ceux qui se font gentiment saigner par l'Etat.

Voici notre proposition : réduisez le taux d'imposition à 10%. Pour tout le monde. Stoppez tous les crédits. Comblez tous les vides.

Les avocats fiscalistes n'auraient plus de travail... les initiés seraient consternés... les pauvres s'insurgeraient... et l'économie prospérerait.

Mais ni les républicains ni les démocrates ne le proposent.

Pourquoi ?

Premièrement, parce que le pouvoir en place s'est débrouillé pour créer des exemptions fiscales pour ses membres. Une fiscalité complexe favorise les initiés ; ils se réfugient dans cet écheveau comme les violeurs dans les bois.

Le Congrès contrôle le système d'imposition... et les initiés contrôlent le Congrès.

Deuxièmement, le *Deep State* a besoin de cet argent. Le principe même de gouvernement consiste à offrir à quelques-uns les moyens d'exploiter la multitude. La fiscalité est un moyen parmi tant d'autres.

Troisièmement, les électeurs s'en fichent. Actuellement, la plupart d'entre eux ne payent

pas beaucoup d'impôts sur les revenus.

On ne presse pas des citrons sans jus

Notre ami David Stockman, qui a été responsable du budget dans le gouvernement de Ronald Reagan, explique pourquoi :

« L'impôt sur le revenu a été modifié tellement de fois depuis 1981 qu'il ne s'agit plus d'un impôt sociétal global ; c'est une sorte de taxe de luxe appliquée aux tranches de revenus supérieures, et à la petite proportion de foyers qui tire essentiellement ses revenus du capital, via des dividendes, le paiement d'intérêt et des gains réalisés sur des capitaux...

Trois cinquièmes des contribuables représentaient seulement un cinquième de l'impôt sur les revenus versés.

De plus... plus de 52 millions ou 35% des contribuables – essentiellement dans les tranches de revenu intermédiaire et inférieure – n'étaient plus imposables du tout après déduction, exemption et crédit d'impôt. »

91 millions de personnes perçoivent un salaire annuel de 14 600 \$ en moyenne. Il est impossible de presser des citrons qui n'ont pas de jus.

Or ces travailleurs à faible revenu représentent plus de la moitié des 148 millions de personnes qui remplissent une déclaration d'impôt. Ce sont les électeurs.

Vendredi, nous avons montré que les Américains sont plus pauvres que nous ne le pensions. En ce qui nous concerne, nous nous en sortons mieux. Mais ce n'est pas le cas de la plupart des autres. Les moyennes déforment la vérité. Les énormes augmentations de richesse et de revenus enregistrées au sommet donnent l'impression que nous sommes tous plus riches.

Les calculs d'inflation bidon cachent encore plus les blessures que l'on inflige au citoyen moyen de l'Amérique profonde.

En 1997, une voiture moyenne coûtait 19 000 \$. Aujourd'hui, elle coûte 33 000 \$. [Mais comme nous l'avons déjà expliqué](#), l'Etat dit que le prix n'a pas changé. C'est parce qu'aujourd'hui, votre voiture « a une meilleure technologie ». Donc, vous en avez deux fois plus pour votre argent.

Mais allez dire ça au type qui a 19 000 \$ et qui a besoin de s'acheter une nouvelle voiture ! Il ne peut le faire qu'en s'endettant davantage.

Et c'est ainsi que son endettement s'envole, comme le nombre d'immeubles hébergeant les prêteurs à Londres : vite et haut.

Comme les taux d'intérêt ont chuté, le coût de l'endettement a chuté lui aussi. Cela lui a permis de s'endetter beaucoup plus. A présent, il dépend de plus en plus de l'endettement... et de taux d'intérêt bas... uniquement pour maintenir son niveau de vie.

Ce que nous voulons dire aujourd'hui, c'est que seule une véritable réforme de grande ampleur pourrait améliorer les choses.

Trafiquer... Bricoler... tenter de rejeter la responsabilité des démocrates vers les républicains... gaspiller encore plus chez les compères de la défense et moins chez les citoyens zombies... perdre du temps à « enquêter » : rien de tout cela ne changera grand-chose.

Nous avons besoin de véritables réformes transformationnelles.

Le problème, ce ne sont ni les impôts, ni la Russie, ni Daesh... ni les démocrates, ni les républicains. L'Américain moyen n'a pas assez d'argent. Le *Deep State* en a trop. Et l'argent lui-même est falsifié.

Vous voulez de véritables réformes transformationnelles ?

Vous voulez voir l'économie prospérer ? Vous voulez voir le *Deep State* se faire chasser de Washington ? Vous voulez voir Wall Street se faire remettre à sa place et une république honnête être rétablie ?

Alors réduisez les impôts.

Mais ne vous arrêtez pas là. Revenez à un dollar honnête : adossez-le à l'or au cours actuel.

Virez tous les employés de la Fed sauf un. Sa mission est de tenir le « guichet de l'or », au Département du Trésor, et d'échanger de l'or contre des dollars à un taux fixe.

Mais attendez... Ce n'est que le début. Virez les barbouzes, également. Nous n'avons pas besoins de 17 différentes agences du renseignement qui espionnent les Américains. Une seule suffit largement.

Rapatriez les soldats sur le territoire national. Interdisez également les déficits budgétaires. L'Etat doit vivre dans la limite de ses moyens. Il ne doit y avoir aucune exception. Pas de dette.

Et puis, ah oui... interdisez les « réglementations » inconstitutionnelles. C'est le Congrès qui est censé élaborer les lois du pays, et non les bureaucrates et les lobbyistes.

Réduisez les salaires des membres du parlement à ce que vaut réellement un politicien, à savoir le salaire minimum. Et interdisez toute loi que tout membre du Congrès serait incapable d'expliquer en se tenant en équilibre sur un seul pied.

La seule chose que nous demandons, c'est de nous avertir un peu avant de faire ces choses, histoire d'avoir le temps de mettre les voiles.

Pour aller à Dungarvan. Ou en Argentine. Car cela ressemblera un peu à ce film, *L'Armée des Morts*, en Amérique. Lorsque l'argent facile s'envolera, les compères et les zombies se soulèveront.

La peste des banques vénitiennes et italiennes

Rédigé le 26 juin 2017 par [Simone Wapler](#)

Et dans la torpeur du premier week-end d'été, deux banques européennes firent faillite. C'est un grand principe, les banques sombrent le vendredi soir. Cela permet à monsieur le Marché de ne pas broyer du noir et à la Parasitocratie de s'organiser pour sauver les meubles.

Vendredi 23 juin, donc, Veneto Banca et Banca Popolare di Vicenza sont en faillite ou sur le point de l'être, selon la BCE. Ceux qui seraient intéressés par le jargon technique justifiant cette décision peuvent le [consulter ici](#).

Ces deux banques italiennes manquent de capitaux propres et ont été incapables de présenter un plan de recapitalisation. Elles ne remplissent pas les conditions pour être éligibles au système de résolution européen. Veneto Banca et Banca Popolare di Vicenza devront se soumettre au régime légal de la faillite en vigueur en Italie.

Ces deux banques possèdent 60 Mds€ d'actifs toxiques (12 kerviels) auxquels personne ne veut toucher, des prêts non performants. Rappelons qu'en 2008, un seul kerviel était censé faire trembler la finance mondiale. Depuis, beaucoup de progrès a été accompli, comme vous le voyez...

Le dimanche, revirement. Margaret Vestager, Commissaire européenne à la concurrence, donne le feu vert à une intervention de l'Etat : « l'Italie considère qu'une aide publique est nécessaire pour éviter un désordre économique dans la région de Venise ».

Le dimanche également, l'Italie mettait sur pied un décret pour libérer à terme 17 Mds€ dont 5 Mds€ immédiatement. Intesa San Paolo va reprendre les « activités saines » des deux banques pour 1 € symbolique et recevra 400 M€ de la part de l'Etat italien. C'est un montage assez similaire à celui qui a été fait en Espagne lorsque Banco Santander a absorbé Banco Popular.

« Ce sauvetage est en faveur des détenteurs de comptes courants, des épargnants [...], de ceux qui travaillent dans ces banques, en faveur de l'économie de ce territoire et en fin de compte de la bonne santé de notre système bancaire », a déclaré le chef du gouvernement, Paolo Gentiloni.

En réalité, ce sauvetage se fait au détriment des contribuables, mais seulement des contribuables italiens.

Ce ne sont pas les déposants et les épargnants que viennent de sauver les contribuables italiens, mais les actionnaires et créanciers institutionnels les *seniors bondholders*, au premier rang desquels se trouve la BCE qui, ne l'oublions pas, détient un gros portefeuille de dette italienne.

« Ceux qui nous critiquent n'ont qu'à proposer une meilleure alternative. Je n'en vois pas », a indiqué le ministre italien de l'Economie Pier Carlo Padoan.

La meilleure alternative consiste à laisser mourir ce qui doit mourir. Mais cela n'était pas possible en raison du risque de contagion, admettent certains analystes financiers de Messine cités par la BBC.

La prochaine banque sur la liste des pestiférées est la Carige de Gênes.

Lundi, M. Le Marché ouvre en forte hausse en Italie. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles pour la Parasitocratie.

- Unicredit gagne 2,9%
- Banco BPM gagne 2,6%
- BPER Banca gagne 1,9%
- UBI Banca gagne 1,7%
- Mediobanca gagne 1,6%

L'indice Euro Stoxx Banks gagne 0,6%.

Rappelons qu'Unicredit est censé lever sur les marchés 13 Mds€ pour se recapitaliser.

Que devons-nous retenir de l'épisode Italie de ce feuilleton bancaire « Banques malades en Europe » ?

Tout d'abord, *Bail-in, bail-out*, système de résolution bancaire, stress-tests, instance de supervision... peu importe le jargon et l'habillage : c'est toujours le contribuable qui est en bout de chaîne.

Ensuite, le capitalisme sans la faillite est, comme le communisme sans le goulag, un système boiteux. Le système de monnaie-dette ou de monnaie-crédit, qui empile les mauvaises créances et refuse l'assainissement par la faillite, devient de plus en plus ingérable. Les promesses de payer un jour faites par les Etats-providence sont à l'origine de la plupart de ces dettes. Ces promesses ne sont plus finançables.

Les contribuables européens, comme les contribuables américains, commencent à ressembler à [des citrons pressés](#). Quel jus leur restera-il lorsqu'il faudra sauver les banques françaises et allemandes malades de leurs produits dérivés ?

Pouvez-vous percevoir une bulle immobilière de l'intérieur de cette bulle ?

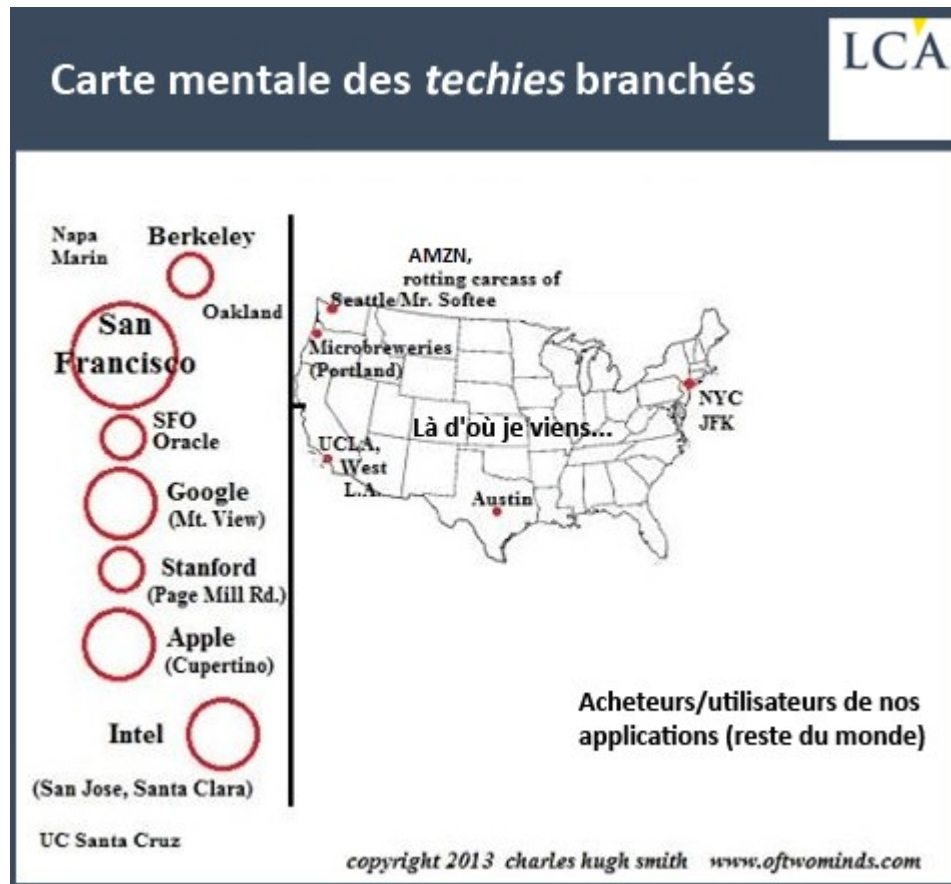
Rédigé le 26 juin 2017 par [Charles Hugh Smith](#)

Si vous visitez San Francisco, il vous sera difficile de faire quelques pas en centre-ville sans tomber sur un grand projet de construction. Il semble que chaque immeuble délabré soit rasé pour être remplacé par une tour résidentielle flambant neuve.

A la place des aires de parking se dressent à présent des immeubles luxueux.

Cet essor n'est guère surprenant, étant donné la position centrale de San Francisco et de sa baie sur la carte mentale des fondus de technologie que j'ai ébauchée ici – pour ceux

qui pourraient encore croire que les villes de Washington et New York comptent (indice : ce n'est pas le cas.)



L'afflux de sociétés high-tech du secteur mobile/logiciel dans la baie de San Francisco a déclenché un boom non seulement dans le secteur technologique mais également dans tous les secteurs de service qui pourvoient aux besoins des « *techies* » biens payés. Cette masse de nouvelles personnes est à l'origine des bouchons qui durent du matin au soir ; à 23h, les rames du métro de San Francisco sont aussi bondées qu'aux heures de pointe.

Ce boom phénoménal de la construction est à voir de ses propres yeux. Il s'est répandu de San Francisco à East Bay à mesure que les travailleurs, chassés hors de la ville par la hausse des prix de l'immobilier, se sont déplacés vers l'est, ce qui a fait grimper les loyers quasiment au même niveau que ceux de SF. [NDLR : Connaissez-vous tous les vrais atouts de la Société Civile Immobilière et ce qu'elle peut vous apporter dans la gestion de vos biens ? Découvrez comment utiliser habilement cette structure dans notre Rapport « *Que faire et ne pas faire avec une SCI* » [en cliquant ici.](#)]

Certes, on constate un début d'accalmie des prix de l'immobilier à la location et à la vente, mais cela n'a pas modifié la tendance générale : ce n'est qu'une pondération d'une longue tendance à la hausse sans fin qui s'annonce à l'horizon.

On peut comparer ce phénomène à la ruée vers l'or des années 1850, et au précédent boom technologique/immobilier de la fin des années 1990 : un afflux énorme de revenus

entraîne un boom immobilier et s'accompagne d'un afflux massif de chercheurs de trésor, d'entrepreneurs, de rêveurs et de tous ceux qui espèrent décrocher un boulot bien payé à « Boomland. »

On peut observer le même phénomène dans les états pétroliers chaque fois que les prix du pétrole et du gaz grimpent en flèche.

Nous savons comment de telles bulles se terminent : par une baisse toute aussi violente. Pourtant, dans l'euphorie de la hausse, il est facile de croire que celle-ci durera plus longtemps que les autres.

Je me souviens très bien de l'enthousiasme qui avait gagné les foules au salon du COMDEX, la grand-messe planétaire de l'informatique, à Las Vegas en 1999. La ville était bondée, les centres de congrès étaient saturés et une bannière énorme accueillait les fidèles par ce slogan à l'époque révolutionnaire : « le réseau est l'ordinateur — Sun Microsystems ».

C'est là que j'ai vu pour la première fois une démonstration de Bluetooth (sur un stand Motorola), et des dizaines d'autres technologies grand public qui n'ont jamais vraiment pris –du matériel pour transformer votre PC en télévision, etc.

Aujourd'hui nous assistons à la même euphorie pour les titres FAANG, le Big Data, l'intelligence artificielle, les Initial Coin Offerings (ICO) (levées de fonds en cryptomonnaies), etc.

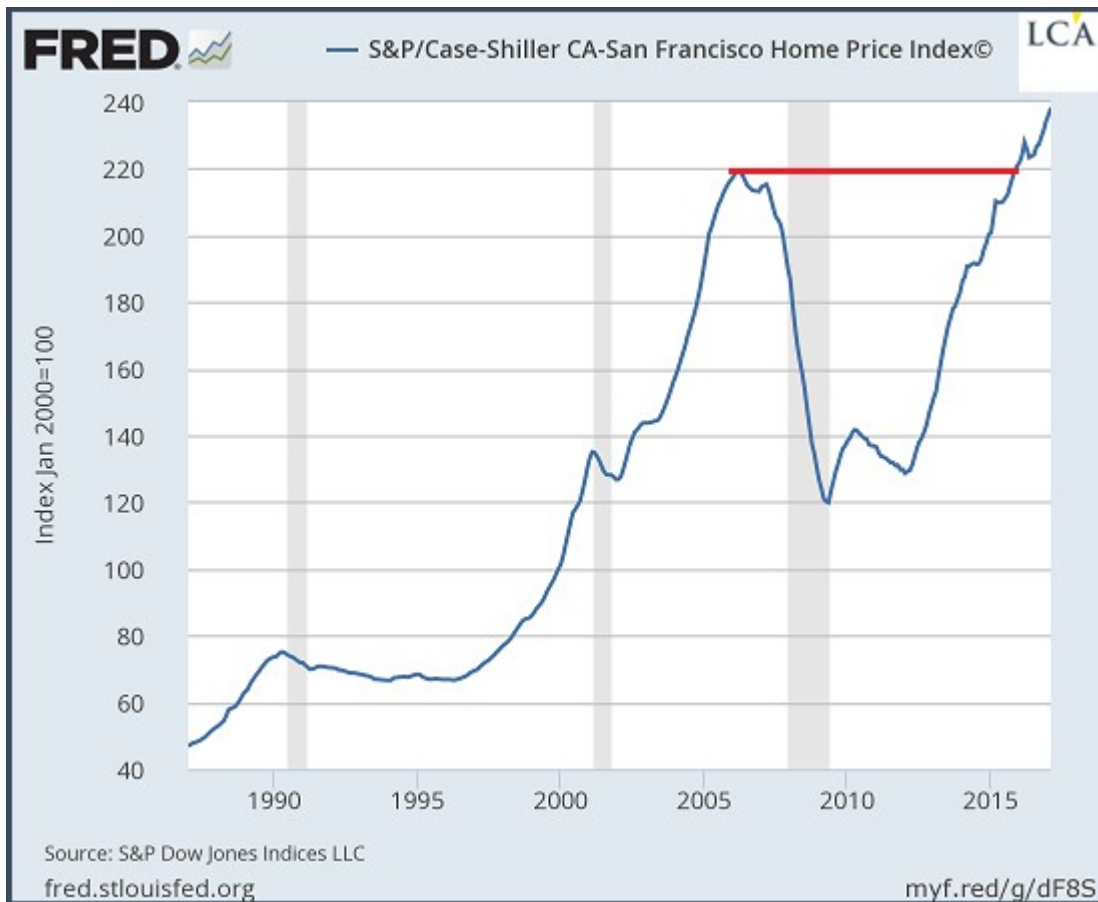


Un an plus tard, la bulle avait éclaté et 10 ans plus tard, Sun Microsystems avait perdu son avantage. L'entreprise terminera sa trajectoire glorieuse par l'ignominie d'être vendue à Oracle pour des clopinettes.

Les loyers à San Francisco sont aujourd'hui si obscènes qu'il existe même une parodie dans laquelle Hitler tente de louer un appartement à SF.

De l'autre côté de la Baie, à Oakland, un deux pièces neuf relativement spacieux avec

vue sur la baie coûte 3 300 \$ par mois. Le même appartement à SF revient à 4 000 \$ ou plus par mois. Des salariés des sociétés high-tech, ou « *techies*, » qui travaillent gratuitement pour la start-up d'un ami ont loué l'espace derrière le lave-linge dans une buanderie pour 400 \$ par mois.

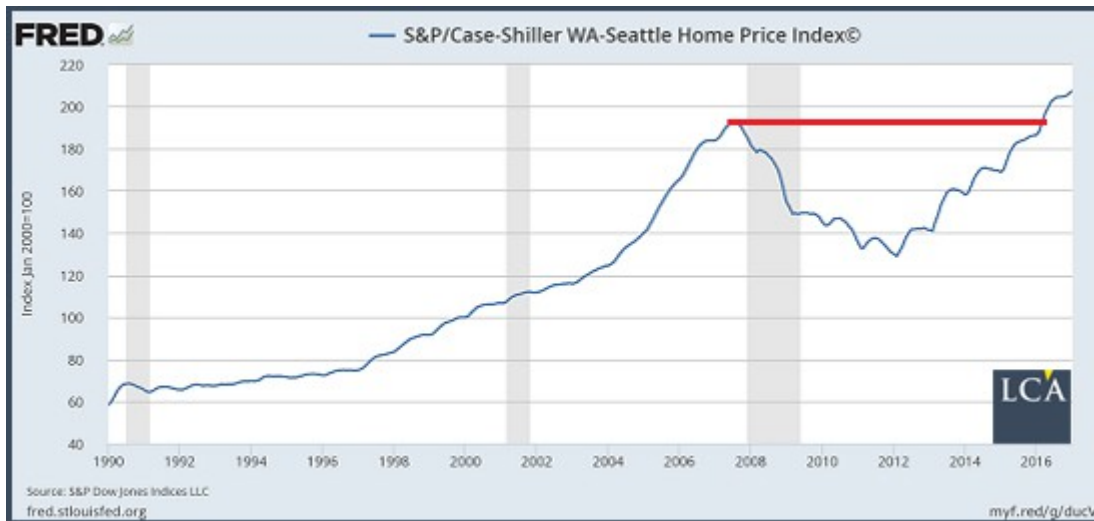


Combien de salariés moyens peuvent se permettre de déboursier un loyer de 40 000 \$ par an ? Après les impôts, même pour des *techies* qui gagnent 80 000 \$ par an, il ne reste plus grand-chose de leur travail quand ils doivent payer 40 000 \$ après les 20 000 \$ d'impôts et que des prélèvements ont été déduits de leur salaire annuel.

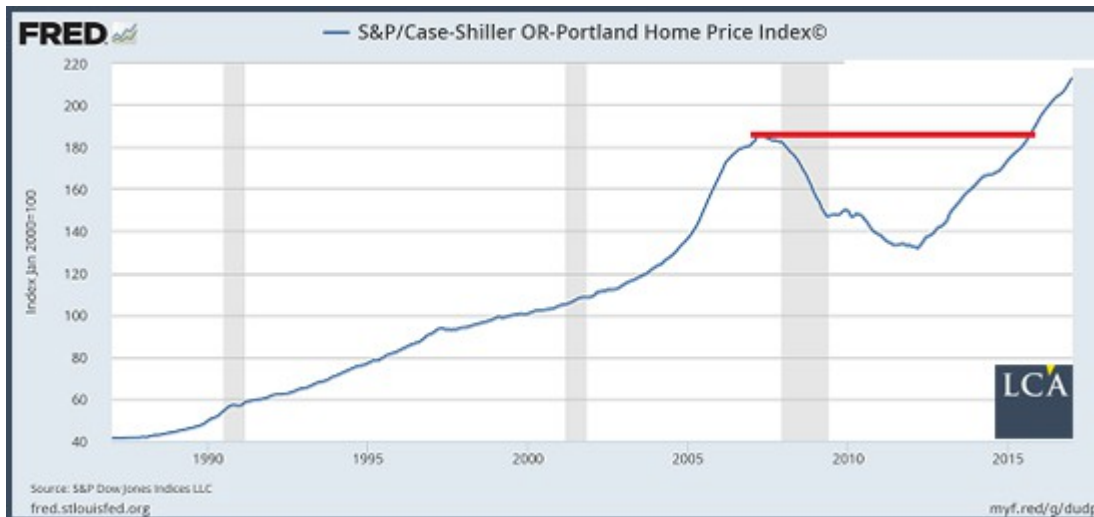
La ruée actuelle vers l'or s'effondrera. Lorsque les travailleurs marginalisés, récemment licenciés, ramasseront leurs affaires et partiront, personne ne louera plus de studio à 4 000 \$ par mois. Les propriétaires tenteront de baisser les loyers à 3 000 \$ par mois et, ne trouvant aucun preneur, ils feront faillite et les tours scintillantes seront vendues aux enchères. Finalement les loyers baisseront au niveau auquel les gens peuvent réellement se permettre de louer.

Cela prendra quelques années car les propriétaires rechignent à accepter une baisse pérenne des loyers et la faillite que cela entraîne. Les restaurants et autres entreprises secondaires qui ont été créées pour servir les *techies* s'accrocheront, paieront des loyers fous pendant quelques mois puis abandonneront lorsqu'elles perdront de l'argent et fermeront.

Les bulles à Seattle et à Portland, que tant de gens considèrent comme des caractéristiques permanentes de l'augmentation de leur richesse, succomberont également aux lois de la gravité.



Nous nous accrochons naturellement à l'euphorie et à l'apothéose d'un boom ; cela génère tant d'espoir et d'émotions positives. L'éclatement de la bulle n'est guère une partie de plaisir : vagues de licenciements, insolvabilités, déménagements vers des lieux moins chers et bien moins excitants, rêves éclatés et toute la désolation qui accompagne l'anéantissement de rêves et d'espoirs.



Savoir tout cela ne nous prépare pour autant pas à l'éclatement de la bulle, pas plus que les signaux initiaux d'un boom ne nous préparent à une bulle. Cette fois nous voudrions tellement que cela se passe autrement... Mais cette fois n'est différente qu'à la marge ; l'éclatement aura encore une fois un goût de cendres.

La mère des crises : le temps volé ?

Posté le 23 juin 2017 par Bruno Colmant



Depuis des années, je m'interroge sur cette succession de crises qui pulsent nos communautés.

Chaque incident, considéré isolément, conduit à des causes – ou plutôt à des affinités – qui semblent avoir un certain pouvoir explicatif.

Mais existerait-il une synthèse à ces crises ? Une explication globale et holistique qui, à l'instar du gnosticisme, considérerait qu'il existait un Dieu parfait au-delà de ses déclinaisons inachevées ?

J'offre une intuition à la critique.

Jusque dans les années quatre-vingts, dans le sillage de la reconstruction d'après-guerre, on partageait le temps et les richesses accumulées et accomplies. Et puis, selon l'inspiration protestante qui prévaut dans les pays anglo-saxons, on a commencé à négocier, et donc à anticiper, le futur. C'est d'ailleurs le rôle assigné aux marchés financiers qui permettent, aujourd'hui, de traiter son anticipation.

Nous avons tout devancé : la dette publique qui nous a donné un bien-être éphémère au détriment des futures générations, la dette climatique qui sera soldée par des catastrophes et des migrations, la dette de la tempérance sociale qui sera payée par des troubles, etc.

Il y a trente ans, nous avons inversé le sens du temps. Mais le futur nous présentera le prix de son emprunt. Et c'est cela qui se passe maintenant, avec des flammèches de crises dont la synthèse est peut-être que nous avons injurié le futur.

Et le temps –on le sait, mais nous l'oublions – nous est compté.

LE CASSE-TÊTE DU SERVICE APRÈS-VENTE DES BANQUES CENTRALES

par François Leclerc 26 juin 2017

La Banque des règlements internationaux (BRI), ce haut-lieu de la réflexion macro-économique, est confrontée à une énigme dont traite son rapport annuel : comment se fait-il que la reprise économique significative qu'elle constate ne s'accompagne pas de la relance de l'inflation ?

Déroulant la logique de son raisonnement, la BRI répond à cette question par une autre : pourquoi les salaires – à l'origine de l'inflation – ne progressent-ils pas alors que le taux de chômage tend à revenir dans les normes ? Le mystère reste pour elle entier et les banquiers centraux sont renvoyés à leurs incertitudes, ne sachant pas trop sur quel pied danser afin de revenir à la *normalité* dans une situation qui n'y conduit pas. Au centre de la réflexion figure la lancinante problématique de la remontée de leur taux.

Quelque chose a changé mais reste indéfinissable – faute que la BRI sorte du cadre de son raisonnement – qui fait obstacle au retour de l'inflation. Des causes structurelles sont sans aucun doute à l'œuvre, mais lesquelles ? La globalisation, la faiblesse de l'innovation technologique, ou bien la politique des banques centrales elle-même ? Le raisonnement ne va pas plus loin une fois l'énumération effectuée. Mais les banques centrales ont quoi qu'il en soit perdu le contrôle des prix, leur mission phare. La logique cachée des marchés leur impose dorénavant sa loi, leurs instruments monétaires étant devenus inopérants pour l'encadrer.

Comme le remarque également la BRI, le temps passe et maintenir trop longtemps les taux à leur bas niveau actuel pourrait avoir pour conséquence la remise en cause d'une stabilité financière chèrement acquise, « alors que la dette continue à augmenter et que la pression s'accroît sur les marchés financiers ». Les remonter trop rapidement pourrait tout aussi bien perturber le fonctionnement de marchés qui s'y sont habitués. La plus grande prudence s'impose donc, mais la circonspection ne fait pas une politique.

À la recherche des risques pouvant compromettre la reprise de la croissance, la BRI liste les possibles : « une hausse de l'inflation ; des tensions financières accompagnant l'arrivée à maturité des cycles financiers ; une baisse de la consommation et de l'investissement due, pour l'essentiel, au poids de la dette ; et une montée du protectionnisme ». Il y a de quoi faire.

Décidée à y voir clair, elle s'était dès avril dernier penchée sur un ressort essentiel du système financier pesant la bagatelle de 12.000 milliards de dollars : l'impénétrable marché des *repos* où les établissements financiers vont toutes natures confondues emprunter à court terme pour financer leurs activités spéculatives et de crédit. Avec l'intention de comprendre les conséquences en son sein des mesures non conventionnelles des banques centrales, ces dernières étant suspectées de *distorsion des marchés* en raison de leurs achats massifs de titres obligataires.

Le marché des *repos* est le canal privilégié de la circulation du collatéral nécessaire à la conclusion des transactions et des appels de marge pour les produits dérivés. Or il fonctionne de gré à gré, et est à ce titre particulièrement opaque, ce qui explique que la

BRI se soit donnée deux ans pour tenter d'y voir clair. William Dudley, qui est à la tête de la Fed de New York, reconnaît en attendant que les effets conjoints des mesures non conventionnelles des banques centrales et des réformes de la régulation vont « dans des directions opposées dans de nombreux cas », qu'il faut approfondir. Les mécanismes du système financier sont loin d'avoir été tous éclaircis, faisant de ceux qui ont pour mission de les encadrer des spectateurs se grattant la tête.

« Le CDI c'est fini : bienvenue au CDI de “projet” ! »

L'édito de Charles SANNAT ! 26 juin 2017

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Régulièrement, pour ne pas dire quotidiennement, je vous invite à vous préparer aux bouleversements économiques qui nous arrivent dessus et qui sont d'une très grande violence pour les gens avant tout, parce qu'ils ne comprennent pas ce qu'il se passe. Ils ne comprennent pas ce qui leur arrive.

Ils ne sont pas “mauvais”. Ils n'ont pas de “problème” particulier. Ils évoluent simplement dans un nouveau monde dont ils ne détiennent encore ni les clefs ni les codes.

Dans une série de changements radicaux, le CDI dit “de projet” ou la fin du CDI en réalité.

De vous à moi, je pense que la sécurité de l'emploi, en particulier telle qu'elle est dans la fonction publique, est aussi une forme de prison. Nous avons tous besoin de changement de façon régulière. La véritable question, et c'est la seule qui vaille, c'est de se demander comment ne laisser personne sur le bord du chemin. Le type de contrat de travail n'est que l'une des multiples conséquences de tout cela.

Un fonctionnaire par exemple ne peut pas avoir de rupture conventionnelle amiable ni de droits au chômage. Partir ou fuir la fonction publique c'est accepter de partir sans rien et donc la prise de risque pour certains ne sera jamais faite.

Le CDI de projet c'est quoi ?

C'est un contrat de travail à mi-chemin entre le CDD et le CDI et, entre nous, c'est sans doute le contrat de travail le plus adapté au monde du travail actuel, en tout cas pour permettre aux entreprises de suivre les cycles et les carnets de commande.

Y réfléchir est plutôt une bonne chose et une excellente idée. Et ne hurlez pas tout de suite, attendez la fin du raisonnement !

Vous êtes une entreprise du BTP, vous construisez un immeuble à Bergerac (vous n'allez donc pas forcément en construire tous les ans pendant l'éternité). Mais vous avez besoin d'un chef de chantier pour 3 ans... Comment faites-vous ? Un CDD de 3 ans c'est illégal. Or dans 3 ans, vous n'aurez plus besoin de votre chef de chantier qu'il

faudra licencier, ce qui vous en conviendrez n'est pas non plus la logique même du CDI.

Du coup, dans le BTP, et pour répondre à un fonctionnement spécifique depuis des décennies, avait été mis en place le CDI dit de "chantier", à date indéterminée mais uniquement valable pour un chantier ! À la fin du chantier, votre contrat cesse.

Cela évite de gérer des licenciements absurdes, à savoir d'accuser les gens de mal travailler, leur monter des coups, les déstabiliser pour qu'ils... partent !

Le CDI de projet, c'est-à-dire l'extension de la logique de chantier à tous les autres secteurs en utilisant le terme "projet", participe d'une logique visant à coller la durée des contrats sur celle des besoins effectifs des entreprises.

Pour le coup, c'est une mesure qui peut permettre à des entreprises qui ne veulent pas recruter de le faire car cela évitera une incertitude juridique.

Quels sont les risques ?

Tout simplement que tout devienne un "projet", et donc dans les faits, il est fort à parier que la mise en place d'un tel contrat de travail conduirait à un recours massif de la part des entreprises.

De facto, ce serait la mort du CDI et cela pose là encore des questions très concrètes.

Par exemple, comment accéder à la propriété sans un CDI "normal" ?

Les banques vont-elles prêter à des titulaires de CDI de projet pour des emprunts sur 25 ans ? Peu probable !

Alors que va-t-il se passer ? Est-ce que l'ensemble de la société va s'adapter à ces nouvelles réalités en acceptant par exemple pour les banques qu'un CDI de projet vaudra comme un CDI traditionnel, un peu comme on accepte maintenant un échancier annuel EDF comme justificatif de domicile, ou alors cela signera-t-il tout simplement une forme d'accession à la propriété de la part d'une grande partie de la population ?

Au nom de la lutte contre le chômage, tout devient possible !

Sous prétexte de lutter contre le terrorisme tout devient possible, même les plus grosses bêtises et autres manipulations. Ainsi, on vous explique que vous, les Français, vous ne pouvez pas payer plus de 1 000 euros en espèces, c'est pour votre bien évidemment, puisque les terroristes paieraient en espèce. Sauf que l'on oublie de vous dire que les étrangers, eux... peuvent en France payer jusqu'à 15 000 euros en espèce...

C'est la même chose pour le chômage. On vous expliquera qu'en dérégulant tout, tout ira beaucoup mieux, ce qui est totalement faux. Totalement !

Il n'y a aucune discussion à avoir là-dessus. La reprise américaine tant vantée est une succession d'absurdités statistiques et de mensonges. 85 % des jobs créés c'est sous la forme de l'équivalent de nos micro-entrepreneurs.

Nous sommes en train de changer de monde et nous passons du salariat au

“précariat”

Nous devrions avoir une réflexion collective sur le monde que nous souhaitons, la société que nous voulons, mais non. Nous ne pensons plus depuis bien longtemps, d'ailleurs penser est devenu suspect.

Hurlez, criez, soyez choqués, faites un “clash”, “twitez” en 140 caractères de quoi bien penser, faites un “post”, surtout, faites simple. “Sannat, écrivez court... c'est trop long, on ne vous publiera pas.”

Mes amis, ne devenez pas des victimes du totalitarisme marchant, expliquez à ceux qui souffrent autour de vous pourquoi cela fonctionne ainsi. Nous avons abdiqué notre pouvoir. Le peuple n'exerce plus sa souveraineté.

Il ne peut plus le faire car il n'est plus formé pour être en mesure de le faire. C'est la connaissance et le savoir partagés qui sont certainement les deux idées les plus subversives de ce siècle.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

IMPORTANT!

Vers l'invasion du Qatar par l'Arabie Saoudite cet été ?

Charles Sannat 26 juin 2017

Je le dis et le répète régulièrement.

Souvent, dans la touffeur de l'été, des événements géopolitiques majeurs ont lieu. En particulier au Moyen-Orient. Ne me demandez pas pourquoi.

Actuellement, cela chauffe et cela chauffe beaucoup, je dirais même terriblement, entre le Qatar et ses voisins.

Le problème du Qatar, c'est qu'il ne dispose pas vraiment d'une grande armée, et il ne dispose pas non plus d'une véritable géographie lui permettant de “réagir” face à une agression. Le Qatar c'est quelques kilomètres et il ne faudrait que quelques minutes à l'armée saoudienne pour occuper Doha.

Les alliés iraniens du Qatar n'auraient pas franchement la possibilité de lui envoyer une aide militaire avant qu'il ne soit presque trop tard. Ou alors il faudrait que l'Iran envoie des troupes directement de l'autre côté du détroit d'Ormuz, car d'un côté c'est l'Iran, de l'autre le Qatar et au milieu la voie maritime qui permet d'irriguer le monde entier en pétrole et énergie bon marché ! Cette partie-là du Golfe Persique est étroite. Il y a là de quoi potentiellement embraser toute la région et le monde entier.

Nous avons donc une situation explosive qui ne retient pas franchement l'attention de nos médias.

Pourtant, le quotidien *Le Monde* vient de sortir un article plus qu'utile et, si on lit bien entre les lignes, totalement alarmant également.

Les exigences exorbitantes du front anti-Qatar

“Un document de travail, qui a fuité, liste treize demandes de l'Arabie saoudite et des Émirats au Qatar. Elles reviennent à mettre Doha sous tutelle.

C'est une telle liste d'exigences que si elle était remplie, le Qatar disparaîtrait en tant qu'État souverain. Selon un document de travail, révélé par l'agence Associated Press, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et l'Égypte, qui ont rompu leurs relations diplomatiques et mis en place un embargo contre le Qatar depuis le 5 juin, ont transmis une liste de treize conditions que Doha devra remplir pour mettre fin à la crise.”

Ce document demande :

- l'arrêt de tout contact avec les « organisations terroristes » – les Frères musulmans, l'organisation État islamique, Al-Qaida et le Hezbollah sont cités, mais pas le Hamas palestinien –, mais aussi avec les partis d'opposition aux EAU, à l'Arabie saoudite, à l'Égypte et à Bahreïn ;
- l'expulsion de tous les opposants hébergés au Qatar et considérés comme « terroristes » par ces quatre pays. Les Frères musulmans sont particulièrement visés ;
- la fermeture de sa chaîne d'informations Al-Jazira et d'autres médias financés par le Qatar ;
- Doha est sommé de réduire ses relations politiques et commerciales avec l'Iran ;
- Cesser toute coopération militaire avec la Turquie ;
- Enfin, l'émirat devra payer des « réparations » financières à ses voisins et se soumettre à un mécanisme de contrôle pendant les dix prochaines années.

C'est donc une guerre à mort qui a été déclarée contre le Qatar qui juge évidemment que ces mesures sont une véritable mise sous tutelle inacceptable pour le Qatar.

La question qui reste en suspens est de savoir ce qu'il se passera quand le Qatar aura refusé ces exigences.

N'oubliez pas que bien souvent, les “gentils” posent des exigences inacceptables au “méchant”, et que lorsque le très très méchant les refuse car il ne peut pas faire autrement, cela donne un prétexte pour le requalifier de super, vraiment très très méchant qu'il faut vite envahir.

Nous nous dirigeons donc vers une possible annexion du Qatar par l'Arabie saoudite peut-être dès cet été.

Charles SANNAT

[Source Le Monde ici](#)

Un Empire qui s'autodétruit

Sprott Money Publié le 24 juin 2017 Publié par: www.24hgold.com/

Les Empires se construisent au travers de la création ou de l'acquisition de richesses. L'Empire romain est né de la productivité de son peuple et du pillage des richesses de ceux qu'il a envahis. L'Empire espagnol est né de sa productivité et s'est élargi grâce à son armada de navires et au pillage de l'or du Nouveau monde. L'Empire britannique est né de sa productivité localisée, et s'est élargi au travers de l'établissement de colonies tout autour du monde.

A l'époque victorienne, les Britanniques étaient fiers de dire qu'« il y aura toujours une Grande-Bretagne », et que « le Soleil ne se couche jamais sur l'Empire britannique ». Mais alors, à quel moment se sont-ils trompés ? Pourquoi ne sont-ils plus l'Empire le plus puissant du monde ? Pourquoi ont-ils perdu non seulement une majorité de leurs colonies, mais aussi une majorité de leurs richesses ?

Revenons un instant sur les autres Empires mentionnés plus haut, et voyons comment ils s'en sont tirés en comparaison. Rome a été l'Empire le plus puissant que le monde a jamais connu. Les Romains, très industriels, ont organisé de grandes armées qui se sont rendues dans d'autres régions du monde, les ont subjuguées et leurs ont pillé les richesses qu'elles avaient accumulées des générations durant. Tant qu'il restait des terres à conquérir, cette approche s'est avérée efficace. En revanche, quand le nombre de nouveaux territoires à conquérir a diminué, il est devenu évident que l'Empire conquis par Rome devait être maintenu et défendu, même si très peu de richesses pouvaient encore en être tirées.

Les terres nouvellement conquises nécessitaient l'établissement d'une armée et d'une bureaucratie coûteuses pour rester subjuguées, et ont fini par ne plus être rentables. Les « colonies » de Rome étaient gérées à perte. Et Rome elle-même est vite devenue trop gâtée. Ses politiciens promettaient sans cesse toujours plus de « pain et jeux du cirque » aux électeurs, afin de demeurer au pouvoir. Les coffres ont été épuisés, dans les colonies comme à Rome même. Finalement, afin de conserver leur pouvoir, les chefs romains ont dû s'engager dans des guerres très coûteuses, qui ont finalement mis l'Empire à genoux.

L'Espagne était une nation très productive qui a tiré de grandes richesses des attaques portées contre ses voisins, avant de prendre la mer pour l'Ouest et de conquérir les Amériques, pour y piller l'or et l'argent que les populations locales avaient accumulé au fil de plusieurs centaines d'années. Cet afflux soudain de nouvelles richesses a permis aux rois d'Espagne de se montrer généreux envers leur peuple et, comme à Rome, l'Empire a fini par devenir trop gâté. Quand l'or et l'argent en provenance du Nouveau monde se sont amenuisés, les financements disponibles au maintien de l'Empire se sont peu à peu taris. Pire encore, les anciens ennemis européens de l'Espagne sont venus toquer à sa porte pour se venger. Dans l'espoir de préserver son Empire, le roi s'est lancé dans de nombreuses guerres en Europe, jusqu'à ce que les coffres de l'Empire

s'assèchent complètement et que l'Empire espagnol s'autodétruise.

A l'époque victorienne, l'Empire britannique était le plus grand des Empires du monde. Il venait de connaître la révolution industrielle, et était très productif. Il tirait également beaucoup de richesses de ses colonies, minières, agricoles ou industrielles. Mais comme les autres pays d'Europe, il s'est engagé dans la première guerre mondiale et, parce que la guerre affaiblit toujours la productivité locale et demande toujours plus de dépenses à l'étranger, l'Empire britannique a commencé à basculer à la fin de la guerre.

En 1939, un scénario similaire s'est présenté et l'Angleterre s'est vue entraînée dans une nouvelle guerre mondiale. En 1945, il pouvait encore être dit qu'il y aurait toujours une Grande-Bretagne, mais ses richesses avaient alors disparu et, une par une, ses colonies l'ont abandonnée. Les jours de gloire de l'Empire étaient révolus.

Et les Etats-Unis en ont profité pour prendre sa place. Au début de la première guerre mondiale, les Etats-Unis n'étaient pas impliqués dans le conflit mais, parce qu'ils avaient traversé leur propre révolution industrielle, ils fournissaient des biens alimentaires et des armes à l'Angleterre et à ses alliés. Parce que la livre et les autres devises européennes n'étaient pas dignes de confiance, les paiements étaient faits en or et en argent. Les Etats-Unis ont élargi leur productivité sur un marché qui leur était garanti, et vendaient à prix fort. Les profits étaient ensuite utilisés pour développer des usines plus grandes et plus efficaces. Dont la production était vendue contre de l'or.

Bien que les Etats-Unis se soient finalement engagés dans les deux guerres mondiales, ils l'ont fait bien plus tard que l'Angleterre et ses alliés. A la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis disposaient d'une force de travail relativement jeune, parce qu'ils avaient perdu bien moins d'hommes au combat que les autres pays qui y ont pris part. Ils disposaient aussi d'usines plus modernes, financées par les autres nations, qui pouvaient désormais être utilisées pour produire les biens nécessaires aux ménages en temps de paix, et ce plus efficacement que les usines de n'importe quel autre pays.

Et surtout, en 1945, les Etats-Unis possédaient ou contrôlaient trois quarts de l'or du monde, obtenu des autres nations depuis le début de la guerre. Cet or leur a permis d'inviter les chefs d'Etat d'après-guerre à Bretton Woods pour leur expliquer que, parce qu'ils possédaient le plus gros des richesses du monde, les Etats-Unis seraient désormais responsables de l'imposition d'une devise internationale par défaut : le dollar.

Leur volonté a cependant été menacée quand les autres pays désormais appauvris du monde, à commencer par la France, ont demandé des versements en or en échange de leurs produits vendus aux Etats-Unis.

Au fil des années qui ont suivi, l'or de Fort Knox a refait son chemin vers l'Europe. En 1971, ces flux ont pris fin suite à la décision des Etats-Unis d'annuler la valeur intrinsèque du dollar pour en faire une devise fiduciaire.

Depuis l'an 2000, nous avons vu que les Etats-Unis, comme tous les autres Empires avant eux, sont devenus trop gâtés en raison des promesses de leurs chefs. La

productivité qui a mené à leur montée en puissance est aujourd'hui en déclin, et le pays dépense désormais bien plus qu'il ne gagne. Comme les autres Empires, les Etats-Unis ont tenté de conserver leur hégémonie au travers de la guerre, pour voir se tarir leurs richesses.

Comme les autres Empires avant eux, les Etats-Unis sont maintenant sur le point de céder la couronne de l'Empire. A une différence près : leur chute sera bien plus spectaculaire que celle de n'importe quel autre Empire avant eux. Et comme pour tous les effondrements précédents, ceux qui comprennent le moins bien qu'une chute est imminente sont ceux qui sont le plus proche du centre. Une majorité des Américains s'inquiètent de leur avenir, mais ne peuvent pas imaginer leur pays comme une puissance de second rang. Et ceux qui tiennent les rênes du pouvoir sont aussi ceux qui se sont le plus fourvoyés. Ils ont continué d'accumuler de la dette à un rythme accéléré, et d'élargir le système d'aides sociales sans réfléchir à son financement.

Il est donc compréhensible que ceux d'entre nous qui percevons la situation depuis l'extérieur trouvent plus facile de l'observer objectivement comme étant véritablement l'autodestruction d'un Empire.

Comme je l'ai dit en première ligne, « les Empires se construisent au travers de la création ou de l'acquisition de richesses ». Ils tendent à s'éteindre au travers de l'élimination graduelle du système de marché libre, de leur métamorphose en un Etat-providence et, finalement, de la destruction de leurs richesses par la guerre.

Cela nous indique-t-il que la fin du monde est proche ? Absolument pas. Le monde n'a pas pris fin avec la chute de Rome, de l'Espagne, de l'Angleterre et de tous les autres Empires. La productivité s'est simplement déplacée vers de nouvelles régions, qui encourageaient les opportunités de marché libre. Et les richesses se sont déplacées avec elle, parce que le marché libre permet aux individus productifs de les faire croître.

La liberté et les opportunités existent encore, et peuvent encore prospérer. Tout ce qui change, c'est simplement l'endroit où nous sommes susceptibles de les trouver.

Mais où sont les faillites d'antan ?

Michel Santi 26 juin 2017

Adam Smith l'avait noté: les Etats ne remboursent jamais leurs dettes. A la faveur de l'industrialisation, de la modernisation et de la globalisation des économies, le secteur privé s'est lui aussi joint au secteur public et rembourse rarement ses dettes. Car, tout au long de l'histoire des Etats -voire de l'Histoire tout court-, le défaut de paiement fut une sorte de plus petit commun dénominateur ayant consacré un incontestable fait : à savoir qu'une proportion d'endettements toujours plus importante ne sera pas réglée.



Admettre en effet que toutes les dettes ne sont pas équivalentes et que toutes ne doivent pas être systématiquement repayées instille au cœur du processus économique une différenciation favorable à la croissance, une sorte de dynamique vertueuse. La reconnaissance de ces nuances parmi les dettes revient à définir le rôle de chacun des créanciers, ainsi que sa capacité de bienfaisance ou de nuisance sur l'activité économique. En l'occurrence, les tabous doivent être renversés car la restructuration des dettes réduit le fardeau financier d'une économie. En d'autres termes, il est vital de supprimer les dettes dans un contexte de récession car leur présence même condamne l'économie à s'enfoncer davantage dans le marasme. La présence de dettes induit en effet au sein d'une économie chancelante une spirale infernale qui se termine souvent par le cauchemar absolu de la déflation.

Résultat de ce cheminement intellectuel remontant à plusieurs millénaires et qui impose régulièrement aux créanciers l'effacement de tout ou partie des obligations de leurs débiteurs: les lois sur les faillites sont désormais encadrées et préservent la dignité du failli, le défaut de paiement n'est plus sanctionné par l'emprisonnement. L'esprit de ces lois étant d'autoriser le débiteur de redémarrer sur des bases saines et propres.

Pour autant, nous remarquons depuis une petite décennie l'inversion de cette tendance car le créancier redevient tout puissant, au risque de détruire l'économie. Qu'est l'austérité en fait sinon la manifestation la plus criante des exigences de ces créanciers d'être remboursés au prix de secteurs privé et public forcés de se saigner encore plus afin d'honorer leurs engagements? Comment néanmoins faire comprendre à ces créanciers que leur intransigeance se retourne fatalement contre eux-mêmes car le ralentissement économique –voire la récession– provoqués par la ponction de ces dettes réduit davantage les revenus et du privé et du public qui se retrouvent encore moins en

capacité de rembourser leurs dettes.

Toujours est-il que la financiarisation des économies a renforcé la main mise des créanciers qui ont gagné et en pouvoir économique et surtout en pouvoir politique. Nous assistons donc depuis 2008 à l'inversion d'une tendance séculaire – voire millénaire – où la faillite faisait partie intégrante de la vie économique, où elle était le résultat logique des cracks, en quelque chose la dernière étape du cycle de l'activité économique.